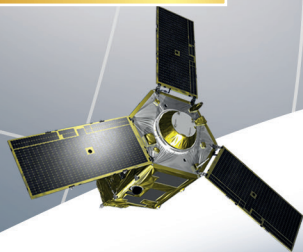


2020

LES CARNETS DU TEMPS

Trimestriel d'information culturelle de l'aviateur

Afrique - Levant



Éditorial

Les territoires qui courent de la Méditerranée orientale au golfe Arabo-Persique, le Maghreb, le Machrek et l'Afrique sub-saharienne ont ceci en commun qu'ils constituent une zone d'intérêt prioritaire pour la France qui fut identifiée comme telle par le *Livre blanc* de 2008. Ils sont regroupés sous l'appellation Afrique-Levant et font l'objet de ce nouveau numéro des *Carnets du temps*. La France y a depuis longtemps laissé son empreinte et y défend aujourd'hui des intérêts de puissance en y menant des opérations militaires destinées essentiellement à maintenir la paix et la sécurité.

Il est paradoxal que ces régions qui ont donné naissance, aux environs du IV^e millénaire avant J.-C., à l'État en tant que forme d'organisation politique d'une communauté essentiellement liée par un sentiment d'appartenance à une même culture soit aujourd'hui le jeu de processus de fragmentation et de recomposition territoriale. Il s'agit comme l'a affirmé Jean-François Bayart dans son livre sur *L'État en Afrique* d'un échec de l'État moderne. Ces régions qui ont le plus anciennement connu des formes variées d'organisation politique dont le fonctionnement était sans doute assez proche du concept de « bloc historique » de Gramsci ont fini par rejeter la logique weberienne. Le phénomène jihadiste qui constitue un facteur commun à toute cette zone et dont le centre de gravité se trouve aujourd'hui au Levant mais qui essaima très largement en Afrique constitue sans doute une forme d'organisation politique assez proche de ce que ces régions ont connu avant l'introduction de l'État moderne.

Le lecteur trouvera dans ces pages quelques-unes des connaissances indispensables à la compréhension de cet espace stratégique et qui pourront se cumuler avec celles déjà engrangées par la lecture du n° 133.

Bonne lecture !

Lcl Jérôme de Lespinois
Rédacteur en chef

Centre études, rayonnement et partenariats de l'Armée de l'air (CERPA)

Directeur de la publication :
GBA Guillaume Letalenet

Rédacteur en chef :
Lcl Jérôme de Lespinois

Rédacteur en chef adjoint :
Cne Ivan Sand

Rédacteurs du CERPA :
Adc Jean-Paul Talimi
Adj Fanny Boyer

Maquette :
M. Emmanuel Batisse
M. Philippe Bucher
Avl Nadir Bouras

Relecture :
Lcl (R) Danielle Emeras

Diffusion :
Claude Donavin
Clc Mathieu Cornu

Correspondance :
CERPA
1 place Joffre,
75700 PARIS SP 07 - BP 43
Tél. : 01 44 42 80 55
MTBA : 861 753 80 55

Impression :
Imprimerie EDIACA (Établissement d'impression, de diffusion et d'archivage du commissariat des armées)

Tirage 1 500 exemplaires

Les opinions émises dans les articles n'engagent que la responsabilité des auteurs

**TOUT DROIT DE REPRODUCTION
RÉSERVÉ**
ISSN 1769-452

Sommaire

Afrique - Levant

4

Géopolitique - Économie - Droit

- 2,5 milliards d'Africains en 2050.
La démographie au cœur des défis du continent 4
- Les grands pays exportateurs de pétrole en Afrique subsaharienne..... 8
- La communauté d'Afrique de l'Est 10
- Ce que fut, est et sera sans doute le Printemps arabe 12
- La dynastie hachémite en Jordanie :
quelle histoire, quels enjeux ? 14
- Liban : un système confessionnel fragile 16
- Ceuta et Melilla, deux enclaves espagnoles
sous tension 18

16

Culture de Défense

- Le siège de Jérusalem en 70 après J.-C. 20
- La piraterie dans la Méditerranée médiévale 22
- Faidherbe et Gallieni pacifient l'Afrique 24
- La guerre du Rif (1921-1926),
une guerre coloniale moderne 26
- Le démantèlement de l'arsenal nucléaire
sud-africain 28

28

Histoire

- La reine du royaume de Saba 30
- Les Croisades (1095-1291) 32
- Le Krak des chevaliers 34
- Les asymétries du littoral libyen : ce qui
différencie la Cyrénaïque de la Tripolitaine 36
- Nasser : la métamorphose 38
- Les Cubains en Angola 40

42

Lettres - Arts - Société

- La cité de Petra, mémoire du peuple nabatéen 42
- La grande mosquée de Damas 44
- Les rites de passage en Afrique subsaharienne 46
- Les églises rupestres de Lalibela 48
- Cheikh Anta Diop refonde l'Histoire de l'Afrique .. 50
- Nollywood ou l'incroyable trajectoire de l'industrie cinématographique et audiovisuelle du Nigéria 52

54

Sciences et inventions

- Le biface, un outil africain 54
- L'Homo Sapiens colonise le monde 56
- Le papyrus, le papier de l'Antiquité 60
- L'invention du zéro 62
- Averroès, un médecin philosophe 64
- Théodore Monod, l'homme du désert 66

68

Histoire aéronautique

- La mise en place de l'Air Control en Mésopotamie. 68
- Les origines de l'archéologie aérienne 70
- Le Groupe réservé de bombardement 1 (GRB 1)
à Koufra 72
- Hélicoptères d'assaut
et troupes aéroportées en Algérie 74
- La guerre du Kippour : l'aviation sauve Israël 76
- La force aérienne sud-africaine
et le programme *Atlas Cheetah* 78

2,5 milliards d'Africains en 2050. La démographie au cœur des défis du continent

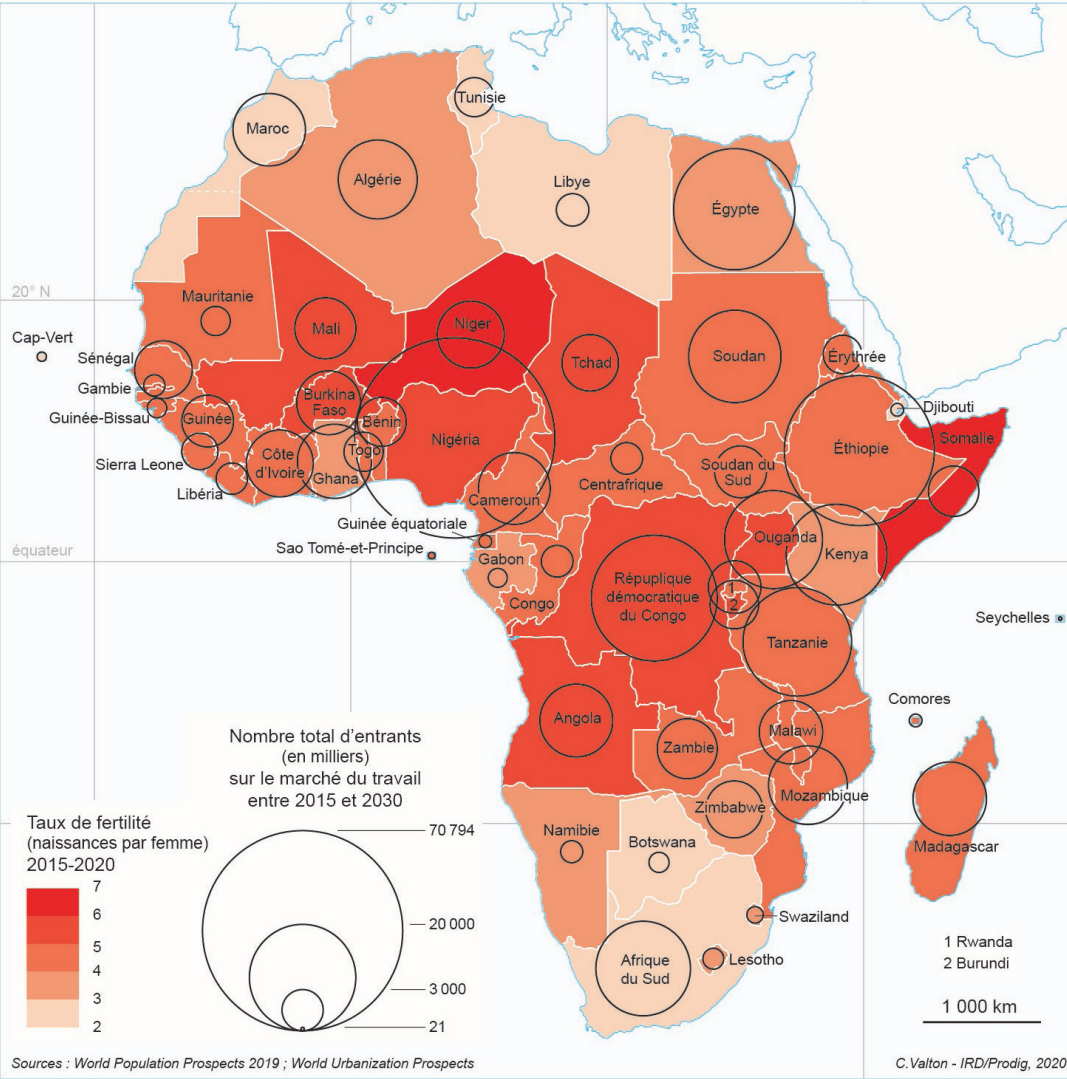
L'Afrique est la seule partie du monde où la croissance démographique est l'enjeu majeur des décennies à venir. La population du continent, de 1,3 milliard d'habitants en 2019, devrait atteindre 2,49 milliards en 2050, soit presque autant que la Chine et l'Inde réunies. Comptant pour environ 25 % de la population mondiale, l'Afrique réalisera un rattrapage historique, après les effets désastreux de la traite esclavagiste et des débuts de la colonisation (en 1650, elle représentait 20 % de la population du monde, 9 % en 1950). Le continent aura décuplé sa population en cent ans, réalisant la croissance la plus rapide de l'histoire humaine. Cette transformation majeure se trouve logiquement au cœur des enjeux du développement.

La transition démographique s'est engagée en Afrique avec une baisse de la mortalité sensible surtout à partir des années 1950 (la mortalité infantile moyenne passe de 183 ‰ en 1950-55 à 47 ‰ en 2019, l'espérance de vie de 42,4 ans en 1960 à 62,7 ans), suivie par une baisse de la fécondité (4,44 enfants par femme en 2015-2020) lente et surtout très inégale. Elle est nettement plus avancée en Afrique du Nord et en Afrique australe (3,25 et 2,5 enfants par femme), reflet d'économies plus développées et diversifiées. Dans de nombreux pays pauvres, aux économies dépendantes du secteur primaire, souvent en position d'enclavement géographique et/ou de conflit, la fécondité demeure supérieure à 5 enfants par femme, comme au Sahel. Le Niger détient depuis longtemps le record en la matière (7,9 enfants par femme en 1980-85, encore 6,95 en 2015-2020). Certains pays aux économies mieux dotées et qui ont investi précocement dans le développement humain (éducation, santé, contrôle des naissances) ont des indices de fertilité plus faibles, mais encore élevés (Kenya : de 8 enfants par femme en 1960-65 à 3,52 en 2015-2020 ; Ghana, de 6,9 en 1970-75 à 3,89 en 2015-2020). Il en résulte des croissances démographiques encore très soutenues : +2,51 ‰ par an pour la moyenne africaine. La population du Nigéria passera de 201 millions d'habitants en 2019 à 401 millions en 2050. Trois pays africains (Nigéria, Éthiopie, RDC) compteront alors parmi les 10 plus peuplés du monde.

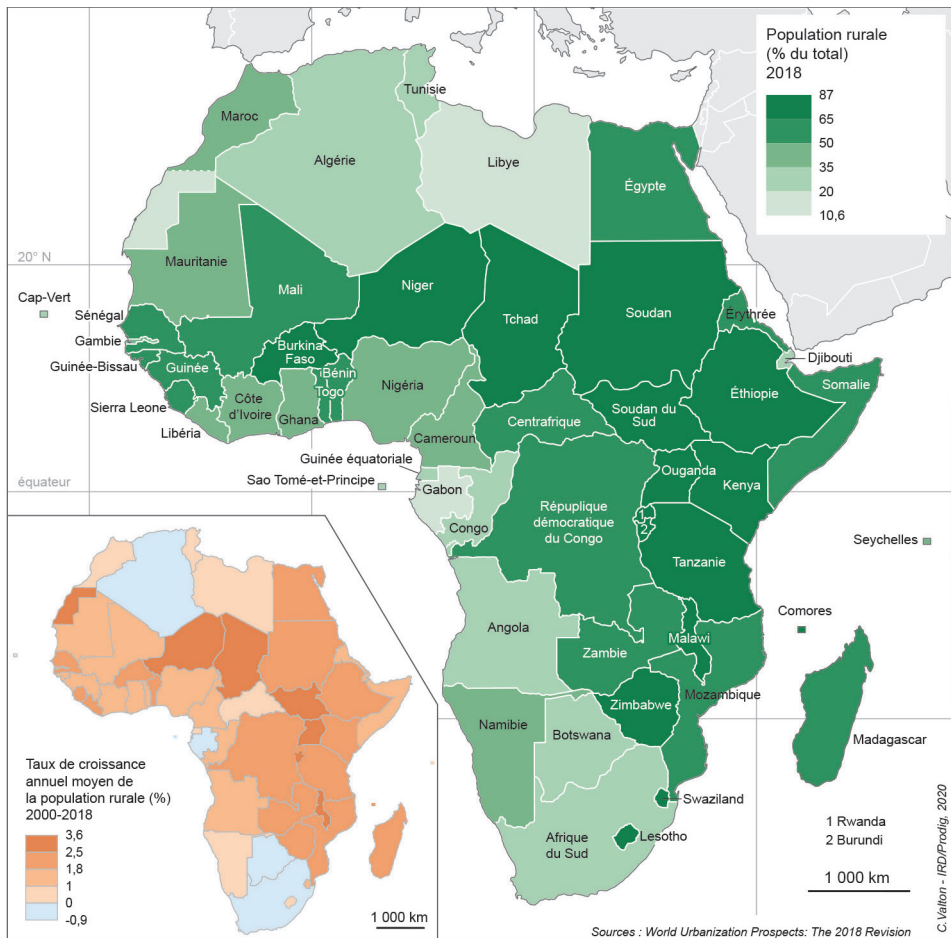
L'ampleur et la rapidité des changements démographiques en font le moteur des changements sociétaux et un défi majeur pour les politiques publiques. Nourrir une population croissante et qui s'urbanise passe notamment par la transformation de l'agriculture. L'Afrique demeure le seul continent où la population rurale continue d'augmenter fortement en valeur absolue. Il est nécessaire d'intensifier l'agriculture, car jusqu'ici la croissance de la production se faisait par extension des surfaces et on atteint aujourd'hui des limites spatiales – d'autant qu'il faut aussi préserver la biodiversité. La modernisation agricole doit aussi inventer des modèles socialement inclusifs, car la population explose sans que l'économie moderne lui fournisse suffisamment d'emplois. C'est l'enjeu central : le taux de dépendance est encore très élevé, mais il fléchit : 172 % en 2019 (pour une moyenne mondiale de 101 %, et 70 % en Chine seulement), 127 % annoncé en 2050. Les jeunes d'âge scolaire, très nombreux (les 6-17 ans représentent 29 % de la population totale), exigent des investissements lourds, en éducation et santé notamment. Le fléchissement de la fécondité ne pourra fournir le « dividende » démographique attendu que si l'économie permet d'intégrer les cohortes de jeunes de plus de 15 ans entrant sur le marché du travail. Celles-ci sont considérables (22 millions par an en 2015 ; 433 millions entre 2015 et 2030). Une telle situation questionne les modèles de développement économique et territorial suivis jusqu'à présent. Les économies dépendent toujours de l'exportation de matières premières agricoles et extractives. Les services modernes et surtout l'industrie, concentrés dans les métropoles, ne croissent pas à la mesure des besoins d'emploi. L'urbanisation rapide qui accompagne la croissance démographique (40 % des Africains sont urbains en 2015, dont près de la moitié vit dans des villes de moins de 300 000 habitants) appelle à la fois des investissements massifs pour fournir des services décents aux citoyens majoritairement pauvres, souvent relégués dans des périphéries sous-équipées, et des investissements dans les villes secondaires, qui servent d'interface avec les campagnes et pourraient absorber une partie du flux démographique.

Ces différents défis se traduisent bien sûr dans le champ politique. Si la question centrale de la place des très nombreux jeunes dans des sociétés dirigées par des vieux se pose de manière spécifique dans chaque pays, violences, instabilité politique et flux migratoires (plus souvent régionaux qu'à longue distance) sont autant de symptômes des équilibres plus ou moins instables qui résultent de cette poussée démographique majeure.

Transition démographique inégale et défi de l'emploi des jeunes



Une Afrique rurale, mais qui s'urbanise



Les grands pays exportateurs de pétrole en Afrique subsaharienne

L'Afrique subsaharienne (AS) est l'un des espaces les plus riches en ressources naturelles au monde. L'extraction des hydrocarbures ne participait jusqu'à la fin des années 1960 qu'à une part infime de la production mondiale, loin derrière le Moyen-Orient (MO). Les mouvements d'indépendance, les revirements géopolitiques au MO depuis 1970 (chocs pétroliers) et l'amélioration des techniques de prospection et d'extraction ont donné une place nouvelle à l'AS. L'essentiel de la production pétrolière est issu du Nigéria et de l'Angola. Ce dernier a fait l'objet de découvertes majeures ininterrompues en offshore profond depuis les années 1990. À l'échelle du continent, la géographie pétrolière a assez peu bougé ces dernières années, la découverte de nouveaux gisements en Afrique de l'Est demeurant périphérique.

Depuis plus de 20 ans, les techniques permettent des forages toujours plus profonds. L'exploitation pétrolière des grands fonds marins – plus de 500 mètres – nécessite des moyens lourds et des techniques complexes, représentant des investissements très coûteux. Les *rigs* de forage et les barges FPSO (*Floating Production Storage and Offloading*) permettent respectivement des forages profonds (plus de 3 000 mètres de fond pour creuser jusqu'à 7 000 mètres) et des embarcations ancrées au fond de la mer assurant le stockage et la livraison du pétrole. Seules les grandes *majors* pétrolières disposent de ces techniques.

Le Nigéria est de loin le premier producteur avec plus de 2 100 000 barils par jour en 2017. L'Angola, second acteur du continent, produit 1 710 000 barils par jour. Puis, trois pays d'Afrique centrale et de l'Ouest se positionnent derrière des États d'Afrique du Nord : le Congo Brazzaville (354 000 barils/jour), la Guinée équatoriale (206 000 barils/jour) et le Gabon (198 000 barils/jour). Le Ghana, avec une production de 152 000 barils, le Soudan du Sud, avec 150 000 barils et l'Afrique du Sud (environ 132 000 barils) se classent parmi les 10 premiers producteurs d'Afrique. Enfin, le Tchad (environ 130 000 barils), le Soudan (105 000 barils), le Cameroun (environ 81 000 barils), la Côte-d'Ivoire (près de 55 000 barils) et la RDC (19 000 barils) se classent dans les 20 premiers producteurs d'Afrique.

Les grandes compagnies pétrolières internationales se partagent, dans un contexte de concurrence certain, l'exploitation des hydrocarbures en AS : Total, BP, Exxon Mobil, ENI, Royal Dutch Shell pour les *majors* traditionnelles, auxquelles s'ajoutent de manière accrue depuis la fin des années 1990, les compagnies liées aux puissances émergentes non occidentales (Chine, Inde, Russie), à l'instar de la CNOOC, Petrochina, Sinopec, CNPC pour la Chine ; ONGC, Oil India Ltd côté indien ainsi que Gazprom et Rosneft pour la Russie. La géopolitique pétrolière de l'AS s'est recomposée en profondeur avec l'arrivée de ces différents grands acteurs, la fragilisation des structures des États africains et la volatilité des cours du pétrole. Avec la chute du prix du baril en 2014 (en dessous de 30 dollars au plus bas de la période), les compagnies internationales et les États africains ont d'une part repensé leur stratégie et d'autre part vu leurs profits diminués. Dans une certaine mesure, la crise a poussé à une meilleure coopération entre les différents acteurs pétroliers. L'arrivée de nouveaux acteurs – indonésien, malaisien voire émirien – signalent une modification sensible de l'économie de la rente.

Si des États pétroliers comme le Nigéria (première puissance économique du continent) disposent de ressources colossales (PIB essentiellement tiré de l'extraction et la vente des produits pétroliers), la rente pétrolière reste une « malédiction ». Forte dépendance de ces pays à ces produits, très faible taux de répartition de la richesse créée et concentration des activités économiques sont autant de facteurs qui limitent le développement des États riches en hydrocarbures. La corruption, le manque d'investissements dans les infrastructures de base, les inégalités de richesse (donc de développement) et l'insécurité croissante, en plus des problématiques environnementales (pollutions par dispersion des produits), sont les conséquences de cette « malédiction » des ressources pétrolières.



Le champ d'Egina au Nigeria atteint 10 % de la production du pays.

Emmanuel Véron
associé à l'École navale
délégué général du Fonds de dotation Brousse dell'Aquila
membre des « jeunes de l'IHEDN »

La communauté d'Afrique de l'Est

Fruit d'une union regroupant le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie, la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) naquit en 1967. Des tensions – entre le Kenya et la Tanzanie – engendrèrent, en l'espace d'une décennie, la disparition de cette union : en 1977, la CAE fut dissoute. Malgré cet échec, les trois États fondateurs demeurèrent attachés à la création d'une entente régionale. Aussi un traité « *pour l'établissement de la Communauté d'Afrique de l'Est* » fut-il signé à Arusha, le 30 novembre 1999, par les Présidents kényan, ougandais et tanzanien. Entrée en vigueur le 7 juillet 2000, cette convention internationale marque une étape importante dans la formation d'un regroupement, toujours plus étroit, entre les États d'Afrique de l'Est : son préambule souligne, d'ailleurs, que « *l'intégration économique et sociale formelle de la Région de l'Afrique de l'Est* » débuta à la fin du XIX^e siècle..

Identification

1^o *La CAE est un ensemble composé de plusieurs éléments.* Organisation internationale gouvernementale, elle rassemble six États : les trois États originels (Kenya, Ouganda et Tanzanie) auxquels se sont ajoutés, en 2007, le Rwanda et le Burundi, puis ultérieurement, en 2016, le Soudan du Sud. Bien entendu, cette composition est encore susceptible d'évoluer. À cet égard, il convient d'observer que la République démocratique du Congo a fait connaître, en 2019, sa volonté de devenir membre de la CAE. De vaste superficie (2,2 millions de km², zones maritimes exclues), la zone géographique couverte par la CAE est forte d'une population qui, en 2018, s'élevait à plus de 177 millions d'habitants. La Communauté dispose, par ailleurs, d'un drapeau caractérisé, notamment, par une puissante charge symbolique : une poignée de mains, révélatrice de l'idéal unitaire qui animait ses créateurs et qui nourrit son objectif.

2^o *La CAE est également un élément contribuant à la formation d'un ensemble.* Elle constitue, avec d'autres communautés économiques régionales (CER) existant sur le continent africain (notamment, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale [CEEAC]), un « *pilier* » de la Communauté économique africaine, elle-même créée par le traité d'Abuja, entré en vigueur en 1994. Cette Communauté poursuit un dessein intéressant le continent africain dans son ensemble : établir un marché intérieur unique et une union économique et monétaire panafricaine. Ni membres, ni organes de cette Communauté, les CER, en tant que « *piliers* », entretiennent, tout de même, des liens avec la Communauté. Aux termes de l'article 88 du traité d'Abuja : « *La mise*

en place de la Communauté se fera, principalement, par la coordination, l'harmonisation et l'intégration progressive des activités des CER. ».

Structures

1^o/ Comme toute organisation internationale gouvernementale, la CAE agit par le truchement de plusieurs *organes*. À cet égard, doivent être, tout d'abord, mentionnés : « le Sommet » (chefs d'État et de Gouvernement de chaque État membre) chargé de déterminer les grandes orientations, ainsi que « le Conseil », organe politique et décisionnel central, composé, notamment, des ministres compétents des États membres et habilité à édicter des normes juridiques s'imposant à ces derniers. Ensuite, doit être soulignée l'existence de « comités sectoriels » dont la fonction de programmation est coordonnée par un « comité de coordination ». Enfin, la CAE comprend, à l'instar d'autres organisations internationales gouvernementales, un « Secrétariat », une « Assemblée législative » et une « Cour de justice ».

2^o/ Afin d'accomplir sa mission, la CAE s'appuie sur plusieurs *institutions* qui révèlent la diversité des objets de son action : aviation (Civil Aviation Safety and Security Oversight Agency), développement (East African Development Bank), santé (East African Health Research Commission), éducation (the Inter-University Council for East Africa), ...

Dynamique

1^o/ L'article 5 du traité constitutif de la CAE précise que « *les États membres s'engagent à établir entre eux ... une Union douanière, un Marché commun, plus tard une Union monétaire et, à la fin, une fédération politique...* ». Trois protocoles ont été signés concernant, respectivement, l'Union douanière (mars 2004), le Marché commun (novembre 2009) et l'Union monétaire (novembre 2013). En pratique, les deux premiers objectifs (Union douanière et Marché commun) ont été globalement atteints. Quant à l'existence d'une monnaie commune, elle reste envisagée, étant précisé que cette perspective – qui demeure plus lointaine (au moins quelques années) – paraît constituer une condition nécessaire à la naissance d'un État fédéral.

2^o/ La réalisation de ces objectifs pourrait-elle être perturbée par la mésentente, observée dans un passé récent, entre certains États membres de la CAE ? Des tensions sont nées, certes, entre le Rwanda et deux de ses voisins : l'Ouganda et le Burundi. Cependant, ces difficultés paraissent circonstancielles : ne conduisant pas à un arrêt des activités de la CAE, elles ne sauraient altérer une pensée qui, enracinée depuis plus d'un siècle, est favorable à la coopération.

Ce que fut, est et sera sans doute le Printemps arabe...

En premier lieu, le terme de Printemps arabe – aujourd’hui très contesté au regard de ses échecs – renvoie très justement à un épisode historique considérable : le *Printemps des peuples* de 1848. Or, d’une part, tout comme celui-ci ne concerna que les sociétés européennes, le printemps arabe de 2011-2012 n’eut lieu qu’au sein des sociétés arabes alors même que les conditions qui y menèrent existaient à ses frontières, au Sahel, en Turquie ou encore en Iran. Deuxième point : ce mouvement fut extrêmement spontané et aucun service de renseignement, occidental ou arabe, ne l’avait envisagé avec une telle ampleur, ce qui rend aberrante l’accusation selon laquelle l’Occident aurait « abandonné » (voir « conspiré » contre) les despotes arabes.

Troisièmement, le Printemps arabe répondit concomitamment à deux types d’aspirations, sociales et politiques ; l’exaspération sociale, surtout en Tunisie et en Égypte, fut déterminante et, du reste, c’est par un geste de désespoir social que le mouvement se déclencha *via* Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid en décembre 2010. En quatrième lieu, si les partis islamistes réalisèrent de bons scores électoraux après la chute des Ben Ali, Moubarak, Kadhafi et Abdallah Saleh, c’est parce qu’ils avaient été les seuls plusieurs décennies durant à se préoccuper de social, palliant les carences béantes des gouvernements arabes successifs ; néanmoins, en Tunisie, en Irak ou encore en Jordanie, il advint que les islamistes reculèrent après de médiocres exercices du pouvoir, tandis que le gouvernement islamiste de Mohamed Morsi sombrait en Égypte par les armes mais sans que l’opinion réagisse pour le soutenir. L’on ne peut donc parler de lame de fond de type « hiver islamiste ».

Cinquième réalité : le Printemps arabe incarna tour à tour la rivalité entre *watan* (nation) et *oumma* (communauté des croyants), autrement dit entre nationalistes et islamistes, avec pour paradigme l’Égypte du maréchal Al-Sissi face aux *Ikhwan* (Frères musulmans). Or d’une part cette rivalité s’est aggravée jusqu’à devenir une véritable guerre civile intra-musulmane, d’autre part elle se double d’une autre rivalité au moins aussi profonde (ou instrumentalisée ?), celle prévalant entre sunnites et chiïtes avec, en toile de fond, la lutte d’influence multiforme entre l’Arabie Saoudite et l’Iran. Sixièmement, on vit s’exprimer au sein du Printemps arabe une nouvelle forme de conscience des intérêts sociétaux et nationaux de chacune des jeunesses révoltées ; en Libye



DR

on manifesta pour un mieux-être en Libye, en Syrie pour des changements en Syrie, et idem au Yémen, en Égypte, ou en Tunisie, presque personne n'invoquant un panarabisme façon Gamal Abdel Nasser (1954-70)

ni n'avançant la traditionnelle, fédératrice et instrumentale cause palestinienne.

En septième lieu, on ne peut assimiler le Printemps arabe à la chute du bloc de l'Est comme le font encore certains observateurs : non seulement la jeunesse arabe était pléthorique, dehors et désœuvrée tandis qu'elle était rare, confinée au bureau ou à l'usine, et interdite de « vagabondage » à l'Est, mais encore la révolution provint, ici, de « tout en bas », du geste spontané d'un jeune déshérité d'une petite ville de l'un des plus modestes États arabes. À l'inverse du cas de l'URSS où l'impulsion fut donnée de « tout en haut », du secrétaire général du Parti communiste, Michail Gorbatchev, qui décida sciemment d'une vaste réorientation politique interne avant d'admettre puis d'accompagner l'effondrement général.

Enfin, huitièmement, le Printemps arabe ne fut pas un feu de paille mais apparaît bien au contraire comme la première secousse « tellurique » d'un mouvement social, sociétal, politique voire institutionnel bien plus pérenne ; en 2019 en effet, l'Algérie et le Soudan – deux États arabes aux régimes excessivement répressifs et corrompus – connurent à leur tour des « répliques », c'est-à-dire des manifestations populaires massives, durables et déterminantes. Les mêmes causes (désœuvrement, corruption et conséquence socio-économique des pouvoirs en place, répression) ont produit et produiront les mêmes effets. Or dans l'ensemble du monde arabe – à l'exception sans doute du Maroc et de la Tunisie gouvernés avec pondération et pragmatisme, et, à l'autre bout du monde arabe, les Émirats arabes unis *via* leur rente pétrolière et surtout des investissements non plus somptuaires mais productifs – les suites du Printemps arabe illustrent hélas un retour à une forme délétère d'immobilisme, du moins au sein des « États profonds ».

En définitive, rien de ce qui concerne le monde arabe en plein maelstrom ne peut être négligé par la France, et, dans l'atmosphère populiste et inconséquente actuelle, le tandem Macron/Le Drian apparaît – disons-le sans chauvinisme aucun – comme l'un des seuls à faire montre de pragmatisme, d'humanisme et de professionnalisme géopolitique.

Frédéric Encel
docteur HDR en géopolitique de l'université Paris 8,
maître de conférences à Sciences-Po Paris

La dynastie hachémite en Jordanie : quelle histoire, quels enjeux ?

Du vocable *Hachîmî*, désignant l'ensemble des descendants (directs ou non) du prophète Mahomet ainsi qu'une subdivision de l'ancienne tribu qu-raychite dans la péninsule Arabique, la dynastie hachémite telle que nous la connaissons depuis l'ère moderne fut fondée au ^{xx}e siècle autour d'un noyau familial dont le pilier était l'émir de La Mecque et roi du Hejaz Hussein ibn Ali (1916-1924). Ses deux fils, Fayçal et Abdallah, devinrent respectivement rois d'Irak et de Jordanie. Quelle est l'histoire de ces figures et quels sont les enjeux auxquels la branche jordanienne de cette dynastie centrale dans la politique moyen-orientale fait face aujourd'hui ?

Une histoire mouvementée, tissée de crises et d'instabilité

Le royaume hachémite de Transjordanie (puis de Jordanie à partir de 1948 et de la première guerre israélo-arabe) fut officiellement établi en tant qu'État indépendant en 1946. Le prince Abdallah y était arrivé un demi-siècle avant pour y rencontrer les tribus bédouines alors sous mandat britannique et passer avec elles un pacte politique consistant en la création d'un émirat autonome. Après sa mort, c'est son petit-fils Hussein qui accéda formellement au pouvoir à partir de 1952, au terme d'une courte période de régence. Il fit alors face à une série de soubresauts politiques, internes et externes – dans sa confrontation avec Israël, par exemple, comme dans la gestion des populations palestiniennes qui devinrent partie intégrante de la société jordanienne après l'annexion temporaire de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est par le royaume.

Tandis que certains voient dans Hussein un protecteur phare des Palestiniens et un garant des lieux saints de l'islam, d'autres le considèrent comme un soutien de la cause sioniste dans la Palestine historique, qui aurait en quelque sorte fait passer la préservation de son clan avant toute autre considération. L'opposition des milieux nationalistes arabes à la dynastie hachémite va dès lors peu à peu croître, dans les frontières du pays comme à l'extérieur. La relation est tendue avec l'Égypte nassérienne, pour laquelle les monarchies arabes, foncièrement pro-occidentales, sont des régimes réactionnaires qui doivent être renversés au même titre que le roi Farouk un temps installé sur le trône au Caire. Au terme d'une brève ouverture parlementaire, la Jordanie se replie sur un système de nature autoritaire au milieu des années 1950.

Des questions politiques, socioéconomiques et sécuritaires

Après la disparition du roi Hussein en 1999, lequel a dirigé son royaume d'une

main de fer, c'est son fils aîné, Abdallah II, qui en prend la tutelle. Ce dernier ne remet pas fondamentalement en cause les fondations de la politique mise en œuvre par son prédécesseur. Sur le plan intérieur, il a certes depuis entrepris un effort important de modernisation du royaume par des mesures principalement libérales. Mais ses gestes d'ouverture sont restés limités dans les faits, bridés par l'activisme de l'opposition islamiste des Frères musulmans et d'autres courants radicaux. De plus, les manifestations populaires visant le régime et revendiquant plus d'emplois et de meilleures conditions de vie n'ont jamais pris une ampleur comparable aux contestations voisines (Liban, Égypte, Syrie, Irak). Il n'en reste pas moins que l'afflux massif de réfugiés sur son sol depuis 2003, puis en 2011 (plus d'un million et demi de personnes), n'est pas sans comporter de sérieux risques de déstabilisation.

Sur fond d'austérité financière et dans le contexte de la nouvelle donne engendrée par les attentats du 11 septembre 2001, le royaume s'est aligné sur la stratégie des États-Unis en matière de lutte anti-terroriste (soutien à la guerre d'Irak, bases américaines sur son territoire) et a approfondi ses liens avec Israël sur la scène régionale – un traité de paix avait été signé entre ces deux pays en 1994. Membre actif de la Ligue arabe qu'il a contribué à forger et très présent dans les instances multilatérales, le royaume a longtemps joué un rôle dans les tractations de paix entre Israéliens et Palestiniens pour une solution à deux États. Enfin, Abdallah a entrepris une mise à niveau de ses forces armées pour faire face aux menaces grandissantes, parmi lesquelles une succession d'attaques jihadistes ayant frappé le royaume.

En guise de conclusion et de prospective...

Où s'oriente dès lors la dynastie hachémite jordanienne ? Si la notion de survie est l'élément quintessentiel de leur trajectoire, ses membres font actuellement face à une confluence de nouveaux dangers, dont ceux émanant de leurs alliés immédiats : défiance croissante d'une partie de l'armée face à la dégradation de ses conditions de vie ; relation distendue avec l'administration du président Donald Trump ; rapports difficiles avec l'Arabie Saoudite sur la problématique qatarie.

Myriam Benraad
politologue et spécialiste du monde arabe

Liban : Un système confessionnel fragile

Avec 18 communautés religieuses recensées, le « pays du Cèdre » constitue une véritable mosaïque de religions. Une diversité qui se retrouve au sommet de l'État, car le Liban se caractérise par un système politique confessionnel. Même s'il assure la représentation des principales communautés, ce dispositif est fragile.

Une démocratie consociationaliste

Au Liban, le pouvoir est réparti entre les principales communautés, selon le poids démographique. La Constitution prévoit que le Président doit être chrétien, le Premier ministre, musulman sunnite, et le Président du Parlement musulman chiite. Le système confessionnel libanais est généralement défini comme une démocratie consociationaliste. Le consociationalisme est un système utilisé dans les sociétés fragmentées pour répartir le pouvoir entre les élites, en fonction des groupes sociaux – dans le cas du Liban, selon les communautés religieuses.

Un système ancré dans la société

On oublie souvent que le Moyen-Orient se caractérise par une grande diversité religieuse. Et le Liban fait figure d'exemple en la matière. Son relief n'y est pas pour rien. Les deux chaînes de montagnes qui séparent le pays du reste du monde arabe ont longtemps été un lieu de refuge pour les minorités religieuses. Selon un récent recensement, le pays contient 30,6 % de chrétiens et 69,4 % de musulmans⁽¹⁾, divisés entre différentes « sectes ». Au fil des années, ces communautés ont pris de l'importance dans la société libanaise. Repli sur soi, peur de l'autre, les conflits se sont multipliés. La méfiance de l'autre a poussé les Libanais à adopter un système confessionnel, qui assure la répartition des pouvoirs entre les principales communautés.

Le confessionnalisme est ancré dans la société depuis longtemps. Dès 1861, pour mettre fin aux violences entre maronites et druzes, l'Empire ottoman met en place un système confessionnel, appelé *moutassarifiya*⁽²⁾, en partenariat avec les grandes puissances de l'époque (la France, la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Prusse et la Russie.)

À son indépendance en 1943, le Liban se dote d'un Pacte national non écrit, conclu entre les familles maronites et sunnites pour la répartition du pouvoir. Ce Pacte s'appuie sur la Constitution de 1926, rédigée pendant le mandat français (1920-1943). Elle répartissait le pouvoir selon les commu-

nautés, à « l'époque où les chrétiens étaient majoritaires. »⁽³⁾ En 1975, la guerre civile éclate (1975-1990). La question confessionnelle n'est pas la seule problématique durant ce conflit complexe, mais les tensions communautaires sont exacerbées car les combats font rage entre les milices représentant les différentes communautés. L'accord de Taëf (1989), qui signe la fin de la guerre, modifie la Constitution. Il réduit les pouvoirs du Président (chrétien) et met en place une parité entre chrétiens et musulmans à la Chambre des députés⁽⁴⁾.

Le confessionnalisme critiqué

Même s'il organise aujourd'hui le système politique libanais, le confessionnalisme n'est pas vu comme une fin en soi au Liban, mais plutôt comme un moyen d'apaiser les tensions entre les communautés religieuses. Ainsi, la Constitution de 1990 stipule que « la suppression du confessionnalisme politique constitue un but national essentiel pour la réalisation duquel il est nécessaire d'œuvrer suivant un plan par étapes ».

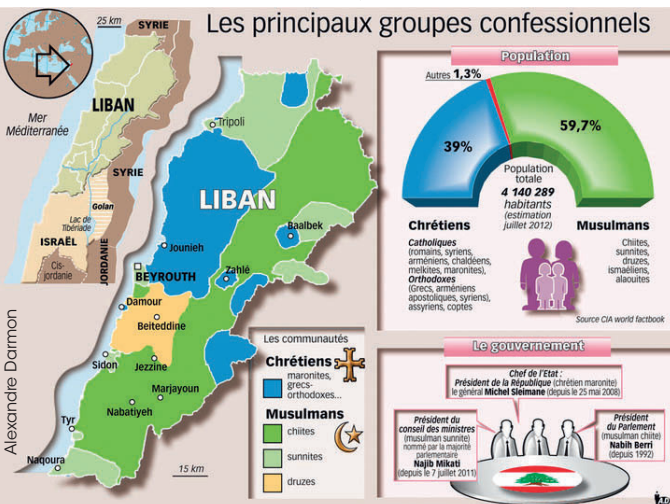
Les derniers mois, de vives manifestations ont traversé le pays. Les protestataires, de toutes confessions et de toutes origines, demandent la fin du système confessionnel, qui, selon eux, divise la société et favorise la corruption. Profondément ancré dans le système politique et sociétal libanais, le confessionnalisme mettra cependant beaucoup de temps à disparaître.

1. <https://www.lorientlejour.com/article/1180616/sur-55-millions-de-libanais-pres-de-24-vivent-a-letranger-selon-un-recensement-prive.html> : Le dernier recensement remontait à l'entre-deux-guerres. Le nombre de chrétiens ne cesse de baisser.

2. Michel TOUMA, « Le système confessionnel au Liban : entre réalité historique et projet chimérique », Les Cahiers de l'Orient, 2013/4, n°112, (pages 25 à 34).

3. "Une république confessionnelle", Le Monde diplomatique, « Manières de voir », avril-mai 2017

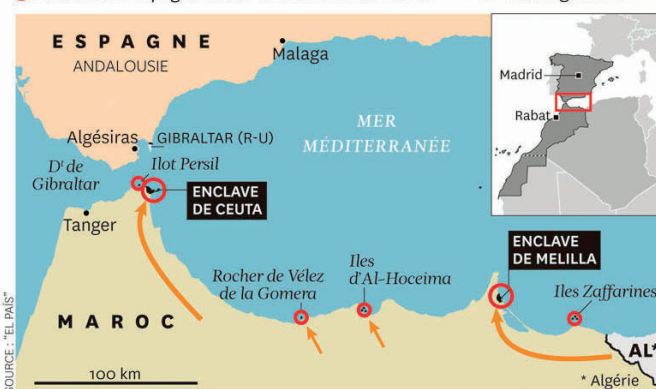
4. Depuis l'accord de Taëf (1989), marquant la fin de la guerre civile libanaise (1975-1990), la Chambre des députés doit compter autant de chrétiens que de musulmans, soit 64 par religion. La nouvelle Constitution de 1990 prévoyait un Sénat représentant les communautés du pays, alors que la Chambre des représentants « devait représenter les territoires. » Mais le Sénat n'a jamais vu le jour.



Ceuta et Melilla, deux enclaves espagnoles sous tension

Ceuta et Melilla sont deux petites villes espagnoles d'à peine 20 km² et d'environ 80 000 habitants, dont la principale originalité est leur situation géographique car elles sont enclavées sur le continent africain. Mais leurs dimensions contrastent avec une histoire de luttes pour la souveraineté, de conflits récurrents et toujours latents avec leur hinterland marocain mais aussi d'un vécu de brassages des populations et de métissages identitaires. Conçues pour être les têtes de pont de l'expansion ibérique sur le continent africain, les prises de Ceuta par les Portugais en 1415⁽¹⁾ et de Melilla par les Espagnols en 1497 doivent être étudiées dans le contexte de l'expansion coloniale péninsulaire en Méditerranée. Néanmoins, malgré les espoirs suscités, l'absence d'un projet politique clair à l'égard de ces enclaves et les pénuries économiques de l'Espagne et du Portugal, souvent étouffées par les banqueroutes, cantonnèrent progressivement ces deux places africaines au rôle de présides où les condamnés péninsulaires purgèrent leurs peines et où furent envoyés de force des sans-abri et des marginaux. Pendant des siècles, l'existence fut morose à Ceuta et Melilla et elle fut également tourmentée par les razzias avec les populations frontalières dont les tentatives de récupération de ces territoires amputés n'ont jamais cessé. Toutefois, cet état de guerre latent n'a pas empêché ces enclaves de devenir des villes à part entière car, depuis leur conquête et malgré un solde migratoire fluctuant, leur démographie n'a pas cessé de croître, notamment grâce à l'arrivée des soldats et de leurs familles. Elles ont également été marquées par le brassage de populations, notamment des Juifs persécutés au Maroc et accueillis également en raison de leurs capacités marchandes et des musulmans, appelés à l'époque « *Maures de paix* », dont l'installation fut spontanée et encouragée par les trêves.

À partir du milieu du XIX^e siècle, un nouvel intérêt notamment économique est porté sur le continent africain de la part des puissances étrangères dont la présence de plus en plus consolidée raviva les hostilités des tribus voisines et força l'Espagne à entamer une intervention armée au Maroc et contre ses voisins. Ce fut le début des « guerres d'Afrique » qui ont souvent été présentées comme des campagnes patriotiques à la recherche de la récupération du prestige national de l'Espagne. La propagande nationaliste dé-



clenchée fut ainsi nourrie par le dénigrement du voisin marocain présenté comme l'« infidèle », le traître et l'ennemi historique des Espagnols.

Ce bref rappel historique nous apprend comment le « conflit » s'est avéré être une

dynamique récurrente pour ces villes. Un conflit ankylosé et devenu au fil du temps source de multiples tensions, tensions communautaires d'abord car une partie de la population des villes, notamment celle des Espagnols d'origine marocaine, ne se sent pas des habitants à part entière. Cette marginalisation sociale du collectif musulman de Ceuta et Melilla qui s'accompagne également d'une ségrégation urbaine est à la base d'un certain malaise identitaire. De plus, ces deux territoires espagnols enclavés sont soumis à de fortes tensions socio-économiques car le chômage (plus de 32 % des actifs) et la pauvreté (49,3 % des habitants) y font des ravages. Des données alarmantes qui touchent particulièrement la communauté d'origine marocaine. De ce fait, la ségrégation sociale dont se disent victimes les Espagnols d'origine marocaine, le sentiment d'exclusion à leur égard et la réalité d'une misère socio-économique « communautaire » ont sans doute contribué à la progression de plus en plus importante de groupes religieux radicaux. À ce sujet, l'un des défis actuels pour Ceuta et Melilla est d'enrayer le basculement de plus en plus de jeunes désœuvrés et en échec scolaire vers l'islamisme radical.

Enfin, Ceuta et Melilla sont également deux villes sous tension en raison de leur situation de frontière, la seule d'ailleurs de l'UE en Afrique. Depuis les années 1990, l'Europe n'a pas cessé de renforcer sa politique migratoire et de durcir le dispositif sécuritaire afin de freiner les vagues migratoires récurrentes de jeunes subsahariens et maghrébins qui tentent de franchir le mur de Ceuta et Melilla en voyant dans ces territoires une porte d'entrée en Europe. Des tentatives de traversée de ces frontières hispano-marocaines qui gagnent de l'ampleur et qui tournent de plus en plus au drame.

1. La ville de Ceuta passa sous domination espagnole en 1640 au moment de la séparation entre les deux pays.

Le siège de Jérusalem en 70 après J.-C.

Dans la mémoire juive, la prise de Jérusalem en 70 après Jésus-Christ et la destruction de son Second temple occupent une place importante au point de lui voir consacrer prières et rituels alimentaires. La résistance de la forteresse de Massada fait partie de la culture de guerre de l'armée israélienne, qui y fait encore aujourd'hui prêter le serment des officiers de Tsahal.

Après avoir succédé aux Séleucides en Judée, les Romains maintiennent la fiction d'une autorité locale à travers celle d'un roi asmonéen mais les tribus juives se montrent rapidement hostiles à ce nouveau pouvoir dont la réalité s'exerce encore depuis le gouvernorat de Damas.

Elles sont défaites définitivement en 40 avant Jésus-Christ. La Judée devient une province romaine à part entière. Toutefois, en -37, Rome accorde à Hérode, nouveau roi de Judée, un pouvoir important sur les affaires du pays. Le souverain en profite pour rebâtir le temple de Jérusalem et édifier des forteresses dont celle de Massada. Peu de temps après la mort d'Hérode, l'empereur Auguste décide d'administrer directement la province sous la férule de procurateurs.

Divisés sur la conduite à tenir vis-à-vis d'un occupant qui laisse les tribus organiser le culte comme elles l'entendent, des Juifs commencent à exprimer leur mécontentement. Si les Pharisiens collaborent avec les autorités romaines, des groupes religieux plus populaires, comme les Zélotes et les Sicaires, entament la résistance. Les exactions et les détournements d'argent commis par le dirigeant Florus associés à l'arrogance des Syriens de Césarée, tout heureux d'avoir obtenu de Néron des prérogatives supérieures à celles des Juifs, alimentent les troubles.

L'exaspération est telle qu'une grande révolte éclate en août 66, sous le règne de l'empereur Néron. Les Zélotes, Siméon bar Giora et Jean de Giscala en tête, s'en prennent à ceux qu'ils considèrent comme des traîtres, à commencer par le gouvernement pharisien et les Grands Prêtres du Sanhédrin accusés de s'être accommodés avec des autorités étrangères. La légion du gouverneur, Cestius Gallus, est défaite.

En 67, les V^e et X^e légions du général romain Flavius Vespasien reprennent brutalement les provinces de Galilée et de Judée mais ont plus de mal face à une ville qui compte parmi les plus grandes densités urbaines de la Méditerranée. Devenu empereur, Vespasien charge son fils, Titus, d'en finir avec les



Jérusalem : le pillage du temple

soulèvements. 70 000 soldats sont dépêchés face aux 24 000 combattants juifs affaiblis par de nombreuses divisions. La succession de Néron en 68 ne profite pas aux Juifs, qui auraient pu se saisir du répit imposé par les Romains pour reprendre leur position.

Dion Cassius évoque le siège de Jérusalem qui débute en mars 70 et aurait provoqué, selon Flavius Josèphe, plus d'un million de victimes. Les quatre légions occupent les collines avoisinantes des monts Scopus et des Oliviers. Les Romains élaborent des tours mobiles, hélépoles, qu'ils font mouvoir sur un terrain artificiellement aplani. En mai 70, les troupes de Titus franchissent le rempart septentrional de la ville. Mais les Juifs repoussent les assaillants, qui édifient une muraille de 7 km de long. L'entassement des pèlerins et des réfugiés ne faisant qu'accroître les difficultés d'approvisionnement, la famine sévit alors que les Romains empêchent tout contact entre la province et la cité. Selon plusieurs auteurs, les Zélotes auraient « eux-mêmes » incendié les stocks de provisions pour stimuler l'ardeur des combattants. Alors que la menace romaine se fait plus pressante, règlements de compte et exécutions de masse se multiplient entre les différentes factions des assiégés.

Les assauts se multiplient au cours de l'été. Fin juillet, les remparts tombent de nouveau. La négociation proposée par l'entremise de Flavius Josèphe échoue. Le temple de Jérusalem est incendié fin août. La situation sanitaire et alimentaire est catastrophique. Des sources font part de récits de cannibalisme.

La ville finit par tomber le 8 septembre 70 au terme d'un siège de deux ans. L'armée romaine pille le trésor du temple dont la célèbre Menora, aujourd'hui disparue, et déporte une partie de la population qu'il réduit en esclavage. La ville est rasée. La Judée perd le peu qui lui restait d'autonomie. À Rome, Titus, accueilli en héros en 71, voit s'édifier un arc comme marque de son triomphe.

Malgré la nouvelle de la chute de Jérusalem, plusieurs forteresses résistent, dont Hérodition et Machéronte, qui finiront par céder. Seule celle de Massada ne se rend pas et son chef zélote, Éléazar, résiste encore deux ans. Les Romains n'en viennent en effet à bout qu'au printemps 73, les Juifs préférant la mort à la reddition.

La destruction du Temple, après celle menée par Nabuchodonosor, ne laisse aujourd'hui subsister qu'une partie du « mur dit des Lamentations ».

Jean-Marc Albert
professeur d'histoire de première supérieure

La piraterie dans la Méditerranée médiévale

La piraterie méditerranéenne est un phénomène récurrent et endémique qu'avait jugulé la *pax romana*. L'éclatement de l'Empire romain, les grandes invasions, l'expansion de l'islam, l'émiettement féodal provoquent sa brutale réapparition. Dès le ^v^e siècle, pour remédier à l'impéritie des autorités politiques dépourvues de flottes de guerre, les juristes médiévaux reconnaissent le droit de représailles, qui autorise une victime à se dédommager sur la nation de son coupable. Cette responsabilité collective, survivance de la vengeance privée introduite par les coutumes germaniques, était interdite par le droit romain. Elle est la porte ouverte à tous les abus. L'Empire byzantin s'est escrimé à faire respecter l'ordre ancien en Méditerranée orientale. Il a condamné les représailles, la course et la piraterie, assimilées à du brigandage. Mais la thalassocratie byzantine ébranlée par l'arrivée des Arabes au ^{vii}^e siècle et celle des Croisés au ^{xiii}^e siècle finit par sombrer. La disparition du « gendarme » byzantin se traduit par la recrudescence de la piraterie. Dès l'origine, les autorités musulmanes organisent la guerre de course, élément du *djihad*, où tous les moyens sont bons pour affaiblir l'adversaire tandis que les cités italiennes se livrent entre elles à une guerre sans merci sous couvert de la lutte contre les infidèles. Le pirate, « c'est toujours l'autre ». Pendant les dix siècles du Moyen Âge, la mer intérieure est à la fois une frontière, un lieu d'affrontements et un espace d'échanges économiques. De razzias en expéditions, il est difficile de sonder l'historicité de la piraterie et de distinguer les entreprises commerciales des activités militaires privées ou étatiques. Les termes « corsaire » et « pirate » sont employés comme synonymes, même encore dans le *Dictionnaire universel* de Furetière (1690). Les ports méditerranéens des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles ne pratiquent pas la piraterie, mais le *corso*. *Far el corso* devient une « institution nationale », le moyen de subsistance pour les populations pauvres et la raison d'être des cités-États, des ports au point que les historiens qualifient désormais ces pratiques de « corsopiraterie ».

La mer intérieure n'en demeure pas moins la plaque tournante des échanges de l'Occident. Durant les derniers siècles du Moyen Âge, diverses entités politiques prennent conscience de la nécessité économique, fiscale, diplomatique, militaire d'assainir les relations internationales et d'assurer

CULTURE DÉFENSE

Faidherbe et Gallieni pacifient l'Afrique

Au XIX^e siècle, la France entreprend la construction d'un empire colonial en Afrique. Elle confie à des gouverneurs militaires la lourde tâche d'implanter des postes avancés sur le territoire africain. Louis Faidherbe au Sénégal et Joseph Gallieni à Madagascar mettent en œuvre des politiques coloniales nouvelles.

Faidherbe conquiert le Sénégal

En décembre 1854, Louis Faidherbe est nommé gouverneur du Sénégal avec mission de pacifier la région et d'étendre la présence française. En effet, depuis le XVII^e siècle des marins français sont installés dans l'embouchure du fleuve Sénégal pour y pratiquer la traite des esclaves et le commerce de la gomme ou de l'or.



DR

Faidherbe, qui s'est aguerri lors de la conquête de l'Algérie entre 1843 et 1852, connaît bien l'Afrique et le monde musulman. Pour mener à bien sa mission, il applique deux principes. Le premier est d'imposer la soumission par la peur et la responsabilité collective. Il ordonne ainsi : « *Si un pillage est commis par les habitants d'un village, tout le pays auquel appartient le village en est responsable et doit s'attendre à toute espèce de représailles de notre part.* » Cette action militaire se double d'une volonté de chercher des alliés chez l'ennemi pour mieux le diviser et l'affaiblir. Pour appliquer cette politique il dispose en permanence de troupes militaires. Pour cela, depuis le 21 juillet 1857, un décret autorise la création d'un corps d'infanterie dénommé *tirailleurs sénégalais*. Ces troupes auxiliaires représentent plus de la moitié des effectifs des soldats français (600 pour 1 000) sur place.

Pour dominer la vallée du Sénégal, Faidherbe fait bâtir des forts le long du fleuve. Ces garnisons sont alors reliées entre elles par des navettes fluviales à vapeur. Il considère cette présence française comme « *le germe de toute colonisation* ». Au sud du fleuve Sénégal, il repousse les Toucouleurs et s'empare du pays wolof puis en 1859, après la bataille de Lagandème, il conquiert le Royaume du Sine. Enfin, il annexe en 1865 la région du Cayor, située au nord de Dakar.

La supériorité des Français est le fruit de leur mobilité associée à leur puissance de feu fournie par des fusils modernes. Pour vaincre son ennemi Faidherbe prépare sa campagne minutieusement. Ainsi, pour la conquête du Cayor, il mandate des officiers pour mener des missions topographiques,

linguistiques et de renseignement afin de glaner des informations politiques ou économiques sur le pays à conquérir. Faïdherbe autorise la publication de ces rapports qui donnent une connaissance approfondie de l'Afrique de l'Ouest. Enfin, il utilise la politique de la terreur. En 1855, il note ainsi « *Nous avons brûlé plusieurs villages riverains de la Taouey, pris 200 bœufs, (...) fait 150 prisonniers, tué 100 hommes* ».

Louis Faïdherbe quitte le Sénégal en 1865 et donne à la France une colonie de plus de 10 000 km² qui est la base arrière de la conquête de l'Afrique de l'Ouest.

Gallieni gouverne Madagascar

Joseph Gallieni est un jeune lieutenant qui débarque au Sénégal en 1876 avec mission d'explorer et de soumettre les tribus du bassin du Niger. En 1886, promu lieutenant-colonel, il commande la région sénégalaise du Haut Fleuve. Il annexe la rive gauche du Niger. En 1896, après un séjour en Indochine, il est nommé gouverneur général de Madagascar. Depuis le traité de Tananarive signé en 1885, la France reconnaît la souveraineté de la reine Ranavalona sur toute l'île. Toutefois, un résident français est chargé de « *présider aux relations extérieures de Madagascar* ». En 1895, la métropole dépêche sur place 15 000 soldats, en majorité des conscrits, pour mettre fin aux incidents qui éclatent entre les Européens et les habitants de l'île. Dans un premier temps, l'affrontement tourne à l'avantage des Malgaches. Le général Gallieni décide alors de changer de stratégie. Plutôt que de lancer des troupes inexpérimentées contre les rebelles, il privilégie des troupes aguerries. De plus, il fait arrêter puis exécuter des proches de la reine Ranavalona. Pour établir l'ordre, il prône la plus grande fermeté. Cette politique autoritaire lui vaut le surnom de *général Maziaka* (cruel).

Toutefois, il comprend qu'à la conquête militaire doit s'adjoindre systématiquement une administration efficace. Il précise ainsi : « *On ne gagne du terrain en avant qu'après avoir organisé celui qui est en arrière. Ce sont les indigènes insoumis de la veille qui nous aident, qui nous servent à gagner les insoumis du lendemain.* » Pour cela, il quadrille le territoire en cantons gardés par un poste militaire et reliés entre eux par des pistes. Autour de cette garnison, il encourage la création d'une école, d'un dispensaire et d'un marché. Cette action vise ainsi à détourner la population des rebelles.

En appliquant ces méthodes militaires typiques du XIX^e siècle, Faïdherbe et Gallieni offrent à la France un vaste empire colonial.



DR

La guerre du Rif (1921 – 1926), une guerre coloniale moderne

En 1921, le Berbère Abd el Krim unit les tribus du Rif contre la colonisation occidentale. Après la victoire contre les Espagnols à Anoual, il proclame la République confédérée des tribus du Rif. Les Français décident alors d'intervenir. Lors de cette guerre, les Européens utilisent des chars et des avions, qui viennent à bout de cette révolte.

Via le traité de Fez signé le 30 mars 1912, la France obtient le protectorat du Maroc. Le général Lyautey administre ce territoire qui est gouverné par le sultan Moulay Yousef. La même année les Français octroient aux Espagnols le Nord du pays. Cette région, appelée le Rif, est une zone montagneuse alors habitée par des tribus berbères qui ne cessent de se soulever contre les Occidentaux.

Les troupes espagnoles dans le Rif

En 1920, l'Espagne déploie des soldats pour soumettre les tribus rebelles. Le 21 juillet 1921, l'armée espagnole s'empare de la ville d'Anoual. Les combattants berbères commandés par Abd el-Krim se retranchent dans les montagnes puis encerclent la ville. Les Espagnols sont massacrés alors qu'ils tentent de se replier. Ils perdent plus de 8 000 hommes ainsi qu'un important stock de matériel militaire. Face à ce désastre, le général espagnol Silvestre ainsi que son état-major se suicident. Cette défaite est vécue en Espagne, et même en Europe, comme une humiliation. Fort de ce succès, Abd el-Krim se dirige vers les villes côtières de Tétouan, Ceuta et Melilla et proclame la République confédérée des tribus du Rif.

Pour lutter contre cette guérilla, les Espagnols réorganisent leurs troupes en deux entités : les *Regulares*, des troupes autochtones encadrées par des officiers espagnols, et la *légion*, composée d'Espagnols ou de Latino-Américains commandés depuis 1923 par le colonel Franco.

En 1924, pour neutraliser les attaques des tribus berbères, les Espagnols utilisent des bombardiers *Farman F-60 Goliath* qui larguent des bombes au gaz moutarde.

La France décide d'intervenir

Les tribus du Nord de la zone administrée par les Français se soulèvent et Lyautey décide d'intervenir dans le conflit. Cependant, il prône, outre l'action armée, la recherche d'une solution diplomatique. Le 11 décembre 1924, il écrit ainsi au président du Conseil Herriot : « *J'écarte l'idée de toute action militaire de grande envergure proprement dite (...) il y a néanmoins là (...) des points faibles sur lesquels une action politique soutenue et avisée, que*



Abdelkrim rejetant les Espagnols, en 1921, bataille d'Anoual, (Archives nationales d'Outre-Mer)

j'ai d'ailleurs dès maintenant fortement amorcée peut intervenir efficacement. » Il demande toutefois « *pour tenir le coup* » le retour des troupes coloniales stationnées sur le Rhin.

En avril 1925, Abd el-Krim passe à l'offensive et menace désormais la ville de Fez. Les troupes françaises résistent à ces attaques mais n'arrivent pas à juguler la révolte. Ils s'épuisent à poursuivre les différents groupes dans les vallées escarpées. Des avions *Breguet XIV* du 37^e régiment du Maroc apportent leur soutien en effectuant des missions de bombardements et de reconnaissance photographique.

Le 4 août 1925, le Gouvernement français nomme le maréchal Pétain pour diriger les opérations militaires de grande envergure. Le maréchal Lyautey démissionne le 24 septembre. Le maréchal Pétain entend appliquer au Maroc la tactique qui a fonctionné sur le front français en 1918 : l'utilisation massive des chars, de l'aviation et des troupes au sol. Les troupes françaises se renforcent avec l'arrivée de métropole des éléments de la Légion étrangère, de chars *F-17* et des avions de bombardement *Goliath F-60 Jupiter* qui peuvent lancer 6 bombes de 100 kg. Le plan de Pétain est alors de prendre en tenaille les rebelles avec l'aide des Espagnols.

La fin de la révolte

Le 8 septembre, 13 000 Espagnols débarquent avec des chars au nord-ouest de la baie d'Al-Hoceima. Ils reçoivent le soutien de la marine et de l'aviation française. À la même époque, les Français lancent leur offensive dans la région de Tafrant et Taounat. Sous les ordres du colonel Armengaud, l'aviation effectue de nombreuses missions de reconnaissance qui guident les troupes au sol pour combattre les rebelles embusqués dans la montagne. De plus, les bombardements aériens remplacent l'artillerie qui dans cette région escarpée est peu efficace. Avec l'arrivée de pluies hivernales, les opérations militaires cessent en octobre. Cependant, des Goumiers, les troupes coloniales, continuent de harceler les rebelles retranchés dans le Rif.

Au printemps 1926, Abd el-Krim tente de négocier. Mais, le 8 mai, le général Marty, à la tête de trois divisions, passe à l'offensive dans la région de Taza. Le 20 mai, les principales poches de résistances sont réduites. Les principaux chefs de tribu berbères se rendent ou se soumettent à l'autorité des Français. Le 27 mai, Abd el-Krim se rend sans condition puis est exilé sur l'île de la Réunion. Les derniers combats cessent en juillet mais ça et là des escarmouches perdurent dans le Rif jusqu'en 1928.

Le démantèlement de l'arsenal nucléaire sud-africain

« La dissuasion nucléaire est devenue non seulement superflue, mais en réalité un obstacle au développement des relations internationales de l'Afrique du Sud. » Ces propos du dernier Président de l'Afrique du Sud de l'ancien régime ont en effet marqué la fin de l'apartheid de deux manières : la première est que le pays annonçait au reste du monde qu'il avait mis au point un arsenal nucléaire, et la seconde est le choix de le démanteler unilatéralement et volontairement.

Les raisons du choix du nucléaire : la fourniture de l'uranium enrichi aux États-Unis et des considérations politiques

La fourniture de l'uranium enrichi a été la base du développement du nucléaire sud-africain. En effet, dès 1948 avec la victoire du Parti nationaliste afrikaner aux élections législatives, le pays, grand producteur d'uranium, a pensé à développer une industrie nucléaire à des fins civiles. Cette volonté a coïncidé avec celle des États-Unis de définir un régime de non-prolifération nucléaire international. Cette conjonction d'intérêts entre les deux pays a été le socle des relations tissées au crépuscule de la seconde guerre mondiale, et ce, jusqu'aux années 1960.

À côté de la fourniture de l'uranium aux États-Unis, des raisons politiques se sont greffées aux motivations sud-africaines d'un développement de l'énergie nucléaire. La première est que le monde est en effet au fait des tests nucléaires déjà réalisés par l'ex-URSS en 1947, le Royaume-Uni en 1952, la France en 1960 et la Chine en 1964. La seconde est que la détérioration du contexte régional, qui constituait aussi un handicap pour la sécurité sud-africaine, a coïncidé avec la farouche volonté du régime d'apartheid (sous la houlette de B.J. Vorster) d'assurer seul sa sécurité. Enfin, la troisième est d'un ordre plus pragmatique. En effet, suite au bénéfice de l'expertise américaine par le biais de l'accord de 1957 entre les deux pays, des progrès avaient été effectués en 1969 en ce qui concerne l'enrichissement d'uranium.

La dynamique de l'abandon du nucléaire

Trois principales motivations peuvent expliquer l'abandon du nucléaire par les Sud-Africains. La première est l'argument réaliste inhérent à la fin du danger perçu pour leur sécurité. La seconde motivation est idéaliste, et consiste à expliquer ce démantèlement par la volonté de rejoindre le club fermé des démocraties sur le modèle occidental. La troisième motivation plausible est la peur de voir cet arsenal tomber aux mains des forces anti-apartheid et voir ces dernières le transmettre aux États ayant soutenu l'ANC, comme Cuba ou la Libye.

Dès le 22 décembre 1988, les conditions d'un démantèlement étaient déjà réunies, du fait de l'accord tripartite sur l'indépendance de la Namibie, sous médiation américaine. La chute du mur de Berlin fin 1989 ainsi que la résolution du conflit entre l'Afrique du Sud et l'Angola vont également dans le sens du démantèlement. L'engagement diplomatique des États-Unis en Afrique australe a joué un rôle de premier plan dans cette décision.

Pour ce qui est des modalités, ce démantèlement s'est opéré en plusieurs phases. Juste après son accession au pouvoir en septembre 1989, F.W. De Klerk a ordonné que des études soient faites afin de démanteler l'arsenal de dissuasion nucléaire du pays en vue de signer le TNP en qualité d'État sans armes nucléaires. Un rapport qui lui est soumis en novembre 1989 approuve le principe avec l'annonce de la fin du programme nucléaire après l'accession du pays au TNP et la tenue secrète du démantèlement des armes et du programme pour le temps imparti.

Le 10 juillet 1991 a vu la signature par le pays du TNP et, le 16 septembre suivant, un accord sur les garanties généralisées de l'AIEA a été signé avec effet immédiat. Le 30 octobre 1991, le pays a soumis son inventaire initial de matériels et d'installations (conformément à la feuille de route de F.W. De Klerk de 1989) à l'AIEA et la première équipe des techniciens de l'Agence sont arrivés sur place en novembre 1991.

Du fait de la coopération transparente de l'Afrique du Sud avec l'AIEA, à la suite de 21 mois de travaux d'inspection, l'agence internationale a donné un verdict positif lors de la conférence générale le 21 septembre 1993. C'est en octobre 1994, quelques mois après l'accession de Mandela à la tête de l'Afrique du Sud, que le PIV (Inventaire de vérification physique) de l'AIEA a été établi. Ces inspections sont allées de pair avec les mesures unilatérales faisant de ce pays un acteur de la non-prolifération nucléaire.

La reine du royaume de Saba

La reine de Saba (ou Sheba) aurait régné au x^e siècle avant J.-C. sur le royaume de Saba (-1200 - 550 avant J.-C.) en Arabie. Dotée du pouvoir, de la beauté et de la richesse, cette jeune reine autoritaire et capricieuse aurait convoité la sagesse de Salomon, roi d'Israël. Leur rencontre est au centre du cycle des légendes qui entourent la reine de Saba.

Premiers écrits et *Ancien Testament*

Selon les sources disponibles, le royaume de Saba se serait étendu du Yémen, en Arabie du Sud, au Nord de l'Éthiopie et en Érythrée. La rencontre de la reine de Saba avec Salomon, souverain du royaume d'Israël qui règne sur une grande partie du Proche-Orient, est évoquée à la fois dans les récits de l'Ancien et du Nouveau Testament et dans le Coran. Dans le *Premier livre des rois* (vii^e - ix^e siècles avant J.-C.) et le *Deuxième livre des chroniques* (v^e siècle avant J.-C.), issus de l'*Ancien Testament*, se trouve la version initiale des récits qui entourent la rencontre de la reine de Saba et de Salomon. L'envoûtante « reine du Sud » vient rendre visite au roi dans son palais de Jérusalem, les bras remplis de présents. Elle a traversé les dunes du désert depuis l'Arabie avec des files entières de chameaux chargés de quantités d'or, de pierres précieuses et d'aromates. Après avoir éprouvé la sagesse légendaire de Salomon à travers une série d'énigmes, la reine païenne décide de se convertir à son dieu, éblouie par la noble puissance du roi d'Israël.

Récits issus des traditions judaïque et coranique

Par la suite, l'histoire de la reine de Saba est reprise par l'historien juéo-romain Flavius Josèphe dans ses *Antiquités juives* (an 93). Le récit est enjolivé et agrémenté de divers détails ; les versions se multiplient. Concernant l'épisode de la rencontre avec Salomon, le Coran s'inspire de la tradition rabbinique issue du judaïsme pharisien. Il relate que c'est le roi Salomon lui-même qui a convoqué la puissante reine nommée Balqis. L'un de ses missionnaires, un oiseau-huppe – son armée est composée d'hommes, de génies (les djinns) et d'animaux – lui rapporte l'existence de cette charismatique reine du Sud de l'Arabie qui vit dans l'opulence et la richesse. Lorsqu'il apprend qu'elle rend un culte aux astres comme le Soleil, il exige qu'elle vienne également lui rendre hommage. Le roi est séduit par Balqis. Mais les génies du roi, qui ne souhaitaient pas qu'il l'épouse, lui avaient raconté qu'elle avait des

Salomon et la reine de Saba, par
Piero della Francesca, v. 1460.



pattes de chèvre. Pour en avoir le cœur net, il fait installer avant sa venue un revêtement en verre qui donne l'impression que le sol est recouvert d'eau. Ainsi, la reine relève les pans de sa robe et dévoile, selon certaines versions, des mollets poilus. Salomon s'empresse de faire préparer un soin épilatoire par ses parfumeurs. De même que dans les premiers écrits, la reine éprouve ensuite la sagesse du roi en lui posant 22 énigmes. Séduite, elle lui remet les présents qu'elle a apportés avant de repartir à Saba convertie.

La version éthiopienne

Dans le *Kebra Nagast*, un récit éthiopien du ^{xiv}^e siècle, la reine de Saba, Makeda, enflamme le cœur de Salomon. Mais cette dernière refuse de l'épouser car il a déjà un harem composé de plus de 60 épouses et 80 concubines. Le roi met alors un subterfuge en place pour accéder à son désir. Il promet d'annuler sa demande en mariage si elle ne s'empare d'aucun objet dans le palais. Une nuit, après un banquet épicé, la reine se réveille assoiffée et vide une carafe d'eau. Salomon la surprend. Elle a rompu le pacte et doit partager son lit. Elle repart vers son royaume enceinte et convertie à son culte. Elle donne naissance à un fils, Ménélik, qui deviendra le fondateur mythique de la dynastie royale éthiopienne des Salomonides.

La reine de Saba et les arts

Un certain nombre d'artistes ont été inspirés par cette « reine du Sud » à l'instar des peintres Claude Gellée dit « le Lorrain » avec *L'Embarquement de la reine de Saba* (1648) et Nicolas Vleughels avec *Salomon et la reine de Saba* (1728). En littérature, Gustave Flaubert est à l'origine de l'œuvre *La Tentation de saint Antoine* (1874) qui comprend un épisode consacré à la reine de Saba. Des écrivains aventuriers comme André Malraux ou Romain Gary ont aussi exploré les terres yéménites sur les traces de ce royaume fabuleux. *L'Oratorio Solomon*, composé en 1748 par Haendel, est enfin un bel exemple d'inspiration musicale liée à cette période mythique.

Depuis des millénaires, la reine de Saba fascine et nourrit l'imaginaire des peuples. Les multiples récits qui évoquent son existence mêlent des faits historiques, mais aussi légendaires et fabuleux. Chez les Perses, elle est la fille d'un roi chinois et d'un être surnaturel. Ces écrits témoignent de l'intérêt porté à ce royaume faste devenu légendaire, qui aurait été dirigé par une reine païenne finalement convertie. Ils révèlent l'ampleur des enjeux et de la symbolique au sein des civilisations religieuses.

Les Croisades (1095-1291)

Les Croisades sont une succession de huit campagnes catholiques, organisées depuis l'Europe vers Jérusalem, du ^{xi}e au ^{xiii}e siècle. Elles furent dirigées contre les souverains musulmans qui contrôlaient la côte orientale de la Méditerranée, dans le but initial de garantir aux pèlerins un libre accès au Saint-Sépulcre, l'emplacement présumé du tombeau de Jésus-Christ.

Le caractère militaire de ces expéditions s'explique au départ par le fait que Jérusalem, tenue depuis un siècle par les Fatimides, des musulmans chiites tolérants, est tombée aux mains des Turcs Seldjoukides, d'anciens nomades originaires du Turkestan, qui refusent aux chrétiens, à compter de 1078, d'accéder au Saint-Sépulcre et leur coupent la route de Jérusalem.

Mais les Croisades vont également être l'occasion d'une confrontation avec l'Empire byzantin orthodoxe, menacé par l'expansion des Turcs, et elles permettront d'établir au Levant d'éphémères États latins d'Orient, que les sept dernières expéditions auront pour objet principal de défendre.

L'appel pour la première Croisade est lancé le 27 novembre 1095 depuis Clermont, en Auvergne, par le pape Urbain II. L'objectif : secourir l'empereur de Byzance, Alexis I^{er} Comnène, et surtout libérer la « Terre sainte ». En échange, le pape promet aux chevaliers qui se croiseront la rémission de leurs péchés. L'appel est largement relayé, notamment dans le Berry par Pierre L'Hermite et Gautier Sans-Avoir, qui lèvent une avant-garde populaire de 15 000 pèlerins. Ils seront massacrés après avoir atteint Constantinople. À partir de la fin de 1096, quatre armées, formées par une noblesse éprise d'aventure, et principalement commandées par Godefroy de Bouillon, Hugues de Vermandois, Bohémond de Tarente, Tancrède de Hauteville, Raymond de Toulouse, se regroupent à Constantinople. Antioche est prise en juin 1098 tandis que les Croisés se brouillent finalement avec l'empereur byzantin, accusé de mener un double jeu avec les Turcs. Jérusalem, que les Arabes viennent de reprendre, est enlevée le 15 juillet 1099. Une partie des Croisés repart. Les autres restent sur place, tandis que Baudouin de Boulogne, le frère de Godefroy de Bouillon, est proclamé souverain du nouveau royaume de Jérusalem.



Première croisade : Pierre l'Ermite harangue les croisés devant Jérusalem

Une deuxième Croisade est lancée depuis la France en 1147 par Louis VII le Jeune. Avec l'empereur germanique, Conrad III, le roi capétien réunit 200 000 hommes. Mais sa tentative d'assiéger Damas est un échec.

Après la prise de Jérusalem par Saladin le 2 octobre 1187 (malgré l'héroïque défense de Balian d'Ibelin), une troisième Croisade est lancée en 1189 par Henri II d'Angleterre, son fils Richard Cœur de Lion, Philippe-Auguste et l'empereur Frédéric Barberousse. La ville d'Acre, conquise dès 1104 par Baudouin I^{er}, mais enlevée par Saladin en 1187, est reprise le 12 juillet 1191. Elle devient le siège du royaume franc, Jérusalem s'avérant impossible à reconquérir.

La quatrième Croisade est un nouveau fiasco. Partie de France en 1202, elle est détournée par les Vénitiens et aboutit à la prise de Constantinople. La cinquième Croisade (1217-1221) permet la conquête de Damiette, le 5 novembre 1219, mais les Croisés capitulent peu après et doivent rembarquer. La sixième Croisade (1228-1229) est menée par l'empereur du Saint-Empire Frédéric II de Hohenstaufen, qui récupère à l'amiable Jérusalem par le traité de Jaffa en 1229. Mais la ville est recouvrée par les musulmans en 1244.

Le roi de France Louis IX (futur Saint-Louis) engage une septième expédition et reprend Damiette en 1249. Mais il échoue dans sa tentative contre l'Égypte mamelouke. Capturé en 1250, il doit verser une lourde rançon. Jusqu'en 1254, il s'attache à consolider les territoires restés aux mains des chrétiens.

Revenu en France, saint Louis repart en 1270 pour la huitième et ultime Croisade, afin de sauver ce qui reste des États latins d'Orient, menacés par les Mamelouks égyptiens. Mais, voulant passer par Tunis, peut-être dans l'espoir d'en convertir le sultan, il succombe à une épidémie.

Après la chute de Saint-Jean-d'Acre en 1291, c'est la fin des États latins d'Orient. Et pendant les cinq siècles qui vont suivre, les catholiques ne pourront plus accéder à Jérusalem.

Si les Croisades ont opposé les catholiques aux musulmans, elles les ont aussi brouillés avec les orthodoxes. Mais le commerce s'est développé, pour le plus grand profit de Venise, et la découverte de l'Orient a ouvert à l'Europe de nouveaux horizons.

Le Krak des chevaliers

« *C'est le plus beau des châteaux du monde, certainement le plus pittoresque que j'aie vu, une véritable merveille* ». Un tel compliment, prononcé par Lawrence d'Arabie lui-même, a de quoi aiguiller la curiosité : de quel château est-il question ? Il s'agit du *Krak*, du syriaque « *karak* », « *la forteresse* », majestueux édifice de 300 mètres de long sur 140 de large, culminant à une altitude de 750 mètres qui lui fait dominer la plaine de Homs – et dont la réputation d'« *imprenable* » a traversé les siècles.

Un haut-lieu stratégique au carrefour des civilisations

À la croisée des routes vers Homs, Antioche et Tripoli, la valeur stratégique du site s'est affirmée très tôt ; il confère à qui l'occupe la maîtrise des grands axes de la région et de la route reliant Damas au littoral. Au ^x^e siècle, la première fortification sera connue comme « *Hisn al-Akrad* » — littéralement « *le fort des Kurdes* », rappelant qu'ils en furent les bâtisseurs. En 1110, le régent d'Antioche Tancrède s'en empare avant de la céder au comte de Tripoli. Pour des raisons financières, ce dernier confie en 1142 l'édifice à l'ordre de l'Hôpital (des moines-soldats) qui, grâce à une vaste campagne de constructions, en fera cette forteresse aussi remarquable par sa superficie et ses équipements : outre un système d'entrée unique en son genre avec un long corridor, « *la cour centrale reposait sur un vaste grenier voûté pouvant contenir jusqu'à cinq ans de vivres et de fourrage. L'eau était drainée depuis les terrasses au sommet des tours et stockée dans des réservoirs* » (Hofmann, 2015). Au ^{xiii}^e siècle, l'apparition de tours rondes philippiques et d'une galerie gothique attesteront d'une influence de l'architecture française. Idéalement situé pour servir de base pour des expéditions contre les États des Soudans de Hamah, le *Krak* est resté illustre par sa redoutable capacité à résister aux attaques et aux sièges, au point que l'historien Ibn al-Athir (1160-1233) le surnomme « *l'os en travers de la gorge des musulmans* ». En 1271, les Hospitaliers l'évacuèrent et il tomba aux mains des Mamelouks. Ce n'est qu'au ^{xix}^e siècle, à la faveur de l'orientalisme alors en vogue en Europe, qu'il sera redécouvert et suscitera l'intérêt de nombreux archéologues et historiens.

Le Krak, une passion française

Commissionné par la Société de géographie de Paris pour survoler la Syrie et le Liban afin de repérer points d'eau et voies de circulation, le jésuite Antoine Poidebard, cartographe et pionnier de l'archéologie aérienne,



Le Krak des chevaliers en Syrie

va contribuer à la (re)découverte du *Krak* à l'occasion de cette mission en réalisant les premières prises de vue du *Krak* depuis le ciel. Embarqué tantôt sur un *Breguet 14* ou un *Potez 25* de l'aviation française au Levant, et grâce à des techniques d'observation du relief et des nuances du paysage,

Poidebard sut immortaliser la forteresse en 1925 – comme bien d'autres vestiges – au point que ses clichés furent notamment présentés lors de l'Exposition coloniale de 1931 au palais de la Porte dorée, à Paris.

Mais c'est le médiéviste Paul Deschamps (1888-1974) que la postérité reconnaîtra comme le véritable « réinventeur » du *Krak* des Chevaliers. Envoyé par le Service des antiquités des États du Levant, pour étudier les fortifications croisées, Deschamps va sillonner la région entre 1927 et 1928 en compagnie du capitaine Frédéric Lamblin de la 39^e compagnie d'aviation de l'armée française du Levant. Fasciné par le *Krak*, qui deviendra, dit-il, « *l'œuvre de sa vie* », il n'aura de cesse de faire connaître le site, « *monument essentiellement français, joyau chrétien du Levant* », écrit-il, et de tout tenter pour le sauver. À cet effet, Deschamps en réalisera d'abord plusieurs maquettes pour l'Exposition coloniale de 1931 ; puis il parviendra à convaincre la France de l'acquérir en pleine propriété (1933) et y consacra un ouvrage publié en 1934, *Les châteaux des croisés en Terre sainte. Le Krak des Chevaliers. Étude historique et archéologique*. Il y aura beaucoup à faire pour le rénover : envahi de constructions et de déchets, c'est un détachement de 60 soldats alaouites qui sera mis à contribution. En 1935, le *Krak* peut alors enfin ouvrir à la visite et figurer en bonne place dans les guides touristiques de la région, aux côtés des sites de Palmyre et Baalbek.

Inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO, le *Krak* renoua avec la guerre lors du conflit syrien ; occupé, bombardé par l'aviation du régime puis repris, il parvient encore à résister aux assauts de l'Histoire. On peut encore lire, gravée sur le septième pilier de la Grande Salle, l'inscription *Sit tibi copia, sit sapientia, formaque detur; Inquinat omnia sola superbia, si cornitetur* – *Que l'abondance, la sagesse et la beauté te soient données ; mais garde-toi de l'orgueil qui gâte tout ce qu'il touche*. Testament moral des Hospitaliers ? Devise de ce vaisseau de pierre ? Le mystère demeure, et entretient sa légende.

Emmanuel Nal
maître de conférences à l'université de Mulhouse

Les asymétries du littoral libyen : ce qui différencie la Cyrénaïque de la Tripolitaine

Le 15 février 2011, un soulèvement populaire éclate à El-Beïda et, en moins de 48 heures, atteint Benghazi, la plus grande ville de Cyrénaïque. Peu de temps après, les principales tribus du Nord-Est libyen adoptent une position unifiée. Le 20 février déjà, au bout de quatre jours ultra-violents, les derniers bastions du régime de Mouammar Kadhafi tombent. Au 21 février, la révolution est faite et terminée dans cette partie du pays. À compter du 19 mars, les avions de l'OTAN arrêtent les brigades loyalistes aux abords de Benghazi. Ainsi la plupart des élites antérieures à 2011 resteront intactes en Cyrénaïque.

Le bras de fer entre les anti-kadhafistes et le Gouvernement est bien plus laborieux, éparpillé et traumatisant dans l'Ouest libyen. Les diverses communautés de Tripolitaine ont été la cible des stratégies de domination employées par le pouvoir. Ces techniques visaient souvent à amplifier le caractère hétérogène de ce *patchwork* de communautés. Ainsi, pendant la guerre civile de 2011, l'Ouest est donc la région qui connaît le plus de violences. Au lendemain de la chute de Kadhafi, des élites entièrement nouvelles émergent en Tripolitaine. Sur le plan institutionnel, elles mettent en œuvre une profonde rupture avec les hiérarchies préexistantes.

En somme, entre Ouest et Est, la guerre civile libyenne de 2011 est vécue de manière fondamentalement différente. Pourquoi l'Est s'est-il libéré si vite du joug de Kadhafi, et non l'Ouest? Que nous dit l'histoire longue sur les disparités structurelles qui séparent les deux zones géographiques du littoral libyen ?

Dès l'Antiquité, parties occidentale et orientale de la Libye contemporaine appartiennent à des sphères d'influence distinctes. Colonies phéniciennes puis romaines sur les côtes de Tripolitaine et de Tunisie ; implantations grecques dans le nord de la Cyrénaïque. Les deux vagues d'arabisation, aussi bien celle du VII^e que celle du X^e siècle, ont déferlé depuis l'Est vers l'Ouest. Cela explique en partie pourquoi les seules communautés libyennes conservant aujourd'hui une identité non-arabe – les Amazigh, les Touareg, etc. – sont plutôt concentrées dans la moitié occidentale de la Libye.

Le legs de la Sanûsiyya

Dans les années 1840, Mohammed Ibn Ali al-Sanusi, figure soufiste née à Mostaganem (Algérie), est rejeté par la Tripolitaine mais parvient à se faire

accepter dans l'Est libyen dont la population est plus tribale et plus éparse. La confrérie de la Sanûsiyya y prospère car elle se révèle apte à incorporer et à autonomiser les tribus bédouines de Cyrénaïque. La structure régule les dynamiques liant les tribus rivales et réduit la fréquence des affrontements. Au xx^e siècle, la cohésion sanûsiyyenne constitue la principale source d'opposition à la domination coloniale.

À ce propos, ce n'est pas l'invasion italienne des provinces constituant la Libye contemporaine qui, en 1911, a fusionné pour la première fois Cyrénaïque et Tripolitaine. L'accolement s'était réalisé pendant les cinq siècles qui ont précédé, sous l'égide de l'Empire ottoman. Pendant cette longue période, de profondes connexions socio-économiques se tissent entre les provinces. Par exemple, des familles originaires de l'Ouest, notamment de la ville occidentale de Misrata, ont participé à la construction de Benghazi, et y vivent depuis des générations. En 2020, une grande proportion de ces mêmes familles soutient la campagne militaire du maréchal Haftar.

L'Est est moins densément peuplé et plus rural, tandis que, du point de vue anthropologique, l'identité bédouine y est plus forte. Les traces de cet héritage se retrouvent sur le plan linguistique et culturel. L'Ouest est davantage une mosaïque dense, fragmentée, urbaine – et bien moins liée à la péninsule Arabique.

Ces quelques indices historiques, et maints autres encore, permettent de mieux comprendre pourquoi, de nos jours, les communautés de Cyrénaïque sont plus compactes, plus soudées et plus en mesure de surmonter leurs vieilles mésententes, que celles de Tripolitaine.

Sur le plan politique, il n'y a pas de claire dichotomie Est-Ouest en Libye

Il convient toutefois de garder à l'esprit que ces diverses asymétries structurelles ne sont pas le moteur principal des tensions politiques actuelles. Après tout, la Libye vit maintenant sa troisième guerre civile depuis 2011. Du fait de cette venimeuse violence politique, il est très tentant de percevoir les conflits qui déchirent la Libye depuis près d'une décennie comme un simple antagonisme entre Cyrénaïque et Tripolitaine. Pourtant, tout raccourci binaire est faux : l'éclatement et les différends du pays sont bien plus complexes. En évoquant les griefs *politiques* qui nourrissent le conflit en cours, l'ancien envoyé spécial de l'ONU, Ghassan Salamé, a eu raison de déclarer : « *Il n'y a pas d'Est et Ouest en Libye ; ceci est une fiction européenne.* »

Nasser : la métamorphose

Malgré sa disparition en septembre 1970, les portraits de Gamal Abdel-Nasser ont refait surface sur la place Tahrir en janvier 2011, lors du soulèvement contre Hosni Moubarak. Les demandes populaires « pain, liberté et justice sociale » se sont alors identifiées aux valeurs défendues par le *Raïs*, qui reste vivant dans les esprits de millions de panarabistes dans le monde arabe.

Pourquoi Nasser reste-t-il une icône de dignité et d'espoir malgré des décisions politiques prises dans les années 1950 et 1960 qui suscitent une polémique jusqu'à nos jours ?

Nasser est né en 1918 au sein d'une famille modeste de la Haute-Egypte. Après une enfance passée sans sa mère décédée très jeune, Nasser rejoint l'école militaire au sein de la première promotion ouverte aux Égyptiens de la classe moyenne, sous le règne du roi Farouk, en 1937.

Nasser s'éveille à la lutte politique au cours de ses années d'études. La décolonisation de l'Égypte, la libération de la Palestine et le panarabisme étaient les moteurs de ses idées révolutionnaires. Il mène une carrière militaire exemplaire au cours de laquelle il se distingue comme combattant et enseignant. Humilié par la défaite des pays arabes face à Israël en 1948, il se rapproche des Frères musulmans avant de renoncer à leur idéologie et crée en 1949 le groupe clandestin des « Officiers libres », dont l'objectif est de libérer l'Égypte de l'occupation britannique.

On peut diviser la carrière politique et la pensée idéologique de Gamal Abdel-Nasser depuis qu'il a accédé à la tête de l'Égypte en deux grandes phases. La première s'étalait du renversement du roi Farouk en juillet 1952 jusqu'à la défaite militaire face à Israël en juin 1967. La deuxième phase, plus courte mais intense, date de la déroute de 1967 et jusqu'à sa mort en 1970.

Après avoir chassé le roi Farouk, Nasser se consacre d'abord à la consolidation de son pouvoir. Il évince en 1954 le président du Conseil de la révolution, le général Mohamed Néguib, et devient Premier ministre. En 1956, il est élu triomphalement président de la République. Tout au long de son règne, Nasser s'appuie sur son talent d'orateur, son charisme et une propagande médiatique et artistique qui le présente comme le salvateur et l'associait aux héros de l'histoire du monde arabe et musulman.

Sur le plan interne, Nasser met en place une politique de dirigisme économique et une version arabo-musulmane du socialisme. Avec l'appui de

l'URSS, il entame la modernisation du pays et obtient quelques succès comme la construction du Haut barrage à Assouan. Au niveau de la politique étrangère, sa participation à la conférence des pays fraîchement indépendants à Bandung en 1955 et sa décision de nationaliser le canal de Suez en juillet 1956 font de lui la figure de proue du monde arabe et des nations en quête de décolonisation et d'émancipation du joug impérialiste occidental. Il réussit à transformer en victoire diplomatique sa défaite militaire face à l'expédition franco-anglo-israélienne en 1956, .



Cependant, l'échec de son projet d'union avec la Syrie, sous le nom de République arabe unie, qui n'a duré que trois ans de 1958 à 1961, l'enlissement de l'intervention militaire égyptienne dans la guerre civile au Yémen et surtout la défaite face à Israël au cours de la guerre des Six Jours l'ont obligé à revoir sa pensée et à remettre en cause ses orientations.

Ainsi, il entame après juin 1967 une série de réformes intérieures axées sur une légère ouverture politique et une démilitarisation des structures du pouvoir. Il remanie le gouvernement en mars 1968 en permettant à une nouvelle génération de technocrates d'accéder, en remplacement des « Officiers libres », aux plus hauts postes de l'État. Seuls deux compagnons d'armes, Anouar El-Sadate et Hussein El-Chafei, restent aux côtés de Nasser. Devenu plus flexible, Nasser charge El-Chafei de procéder à d'importants remaniements dans l'appareil d'État et au sein de l'armée, pour la rendre plus professionnelle.

Sur le plan de sa politique régionale, Nasser entame un grand virage en direction de l'Arabie Saoudite. Alors qu'il s'opposait auparavant farouchement à la monarchie saoudienne, il procède à une réconciliation avec le roi Faisal ben Abdel-Aziz, dans le but de se constituer un allié stratégique et fortuné dans le monde arabe, dans son conflit avec Israël.

La décision la plus révélatrice de la transformation de sa stratégie régionale et de son ouverture diplomatique dans son affrontement avec Israël fut son approbation, quelques mois avant sa mort, du « plan Rogers », présenté en décembre 1969 par le secrétaire d'État américain William Rogers et qui prévoyait une désescalade de la tension militaire avec l'État hébreu et une possible solution diplomatique. Le plan était considéré comme une première étape vers un accord de paix, permettant le retrait de l'armée israélienne du Sinaï, occupé en 1967.



Les Cubains en Angola

Au milieu des années 1970, en pleine guerre froide, l'Angola aux mains d'un pouvoir marxiste se voit attaqué par le gouvernement sud-africain. L'URSS entend ne pas laisser l'un de ses pays alliés tomber dans l'escarcelle de l'Afrique du Sud et demande à Castro, son allié de Cuba, de fournir le contingent nécessaire pour défaire l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), qui menace le gouvernement angolais en place. La victoire de ce dernier consacre la légende des « Cubains » en Angola au cours d'une guerre d'un quart de siècle.

Depuis 1961, des mouvements indépendantistes agissent en Angola pour libérer le pays de la tutelle portugaise. Cette guerre de décolonisation divise profondément la société angolaise et voit s'opposer le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) et l'UNITA, anticommuniste. Les deux mouvements indépendantistes divergent sur les moyens de parvenir à la libération de la nation. Un autre groupe, le Front national de libération de l'Angola (FNLA) joue un rôle important en soutenant l'UNITA durant ces affrontements. D'autres conflits, séparatistes, notamment en Cabinda, dans le nord du pays, menacent l'unité de l'Angola. La guerre réfracte des lignes de fracture sociale et ethnique : Bakongo, Ambundu, Ovimbundu s'affrontent au travers de chacun des groupes indépendantistes. La guerre civile offre enfin l'occasion aux deux grandes puissances, américaine et soviétique, de s'affronter de manière périphérique. Mais la décolonisation vient d'un changement de régime en métropole. En effet, en avril 1974, la révolution des Œillets met un terme au gouvernement de Salazar et au système colonial.

Les trois mouvements indépendantistes s'affrontent pour le contrôle du pays. Le MPLA reçoit le soutien de l'URSS tandis que le FLNA est aidé par le Zaïre. En janvier 1975, Lisbonne tente de trouver une solution de compromis entre les factions. En vain. En novembre, le MPLA annonce unilatéralement l'indépendance du pays depuis Luanda. Soutenue par les États-Unis, l'Afrique du Sud et même la Chine, l'UNITA s'associe au FNLA pour proclamer l'indépendance depuis Huambo.

L'Union soviétique décide d'intervenir au secours du gouvernement angolais mais refuse de le faire directement. Moscou se tourne alors vers Cuba. La Havane avait déjà pris pied en Afrique en soutenant, dès 1961, le Front de libération national (FLN) en Algérie. En 1963, les Cubains aident le FLN dans le conflit qui l'oppose au Maroc sur le statut du désert, interviennent au Congo avec Che Guevara, en Guinée-Bissau et au Cap-Vert.

En Angola, l'URSS finance toute l'opération d'acheminement des Cubains. Alors que Luanda est menacée par l'UNITA, l'opération *Carlo-ta* menée par Castro permet de « sauver » la ville. Jusqu'en avril 1976, ce sont près de 30 000 combattants et conseillers qui sont envoyés en Angola. L'apport cubain permet d'endiguer l'offensive de l'UNITA mais cette dernière n'est pas repoussée au-delà des frontières. Les lignes de front se stabilisent jusqu'en 1990 mais les alliances se nouent et se dénouent sans cesse. Le FNLA rejoint ainsi le MPLA en 1978.

En janvier 1988, à Cuito Cuanavale, l'armée sud-africaine affronte entre 20 000 et 40 000 soldats cubains et 30 000 Angolais pro-marxistes au cours de la bataille la plus importante de l'Afrique australe depuis 1945. On raconte que Fidel Castro en personne dirigeait ses troupes depuis son île. Les historiens sont aujourd'hui incapables d'en déterminer le vainqueur. L'Angola connaît encore des pics de violence et des reprises des combats entre 1992 et 1994 et entre 1998 et 2002 mais la bataille de Cuito Cuanavale constitue l'ultime participation cubaine en Afrique.

Les « Cubains » interviendront également pour soutenir les mouvements marxistes du FRELIMO au Mozambique (1975) et en Éthiopie (1977), plus tard en Zambie en aide à Robert Mugabe et en Rhodésie. En tout, près d'un demi-million de Cubains auront de près ou de loin participé aux interventions de La Havane sur le continent africain. Plus de 4 000 d'entre eux y mourront.

La guerre angolaise s'achève sans victoire d'un côté ou de l'autre mais son terme aboutit à l'indépendance de la Namibie en échange d'un retrait des Cubains de l'Angola en 1990. Leur présence « civile » est encore importante. On estime à plus de 40 % la proportion des Cubains parmi les médecins exerçant dans l'ancienne colonie portugaise. La guerre civile aurait fait 500 000 morts en Angola et provoqué le déplacement de près d'un million de personnes. Le conflit politique s'est doublé d'affrontements ethniques et géopolitiques rendant la crise encore plus dramatique. Les Cubains auront participé à tous les mouvements révolutionnaires en Afrique, avec plus ou moins de réussite.



DR

La cité de Petra, mémoire du peuple nabatéen

Petra, qui signifie « pierre » en grec, fait partie des sites archéologiques les plus vastes et les plus célèbres au monde, classé au patrimoine mondial de l'humanité. Il se situe en Jordanie, à 100 km au nord d'Aqaba, entre la mer Rouge et la mer Morte. Habitée à partir de la préhistoire par les Nabatéens, la cité de Petra représente, entre le IV^e siècle avant J.-C. et le I^{er} siècle de notre ère, un point stratégique pour le commerce dans la région.

Petra se situe au carrefour entre l'Arabie, l'Égypte et la Syrie-Phénicie. Dès la Préhistoire, le site est occupé par les Nabatéens, un peuple qui vient certainement de l'Arabie du centre ou du sud. Petra connaît son apogée au I^{er} siècle avant J.-C. où elle devient un carrefour stratégique pour le commerce caravanier. Son architecture unique mêle diverses influences comme une fusion harmonieuse de l'Orient et de l'Occident.

Redécouverte de la cité de Petra au XIX^e siècle

En août 1812, un jeune Suisse de 25 ans, Johan Ludwig Burckhardt, est missionné par l'*African Association* britannique pour explorer le continent africain. Alors qu'il se dirige vers l'Égypte depuis Damas, il entend parler à Shawbak d'une cité plus belle que celle de Palmyre. Mais, dans la région, les tribus bédouines wahhabites sont hostiles aux étrangers. Pour approcher le mystérieux site, l'explorateur, barbe hirsute et pieds nus, se fait appeler cheikh Ibrahim, et prétend être un Bédouin en pèlerinage. Sous le motif de sacrifier une chèvre au nom d'Aaron, frère de Moïse, il se fait conduire par un guide à la cité. Le 22 août, il arrive face à la brèche naturelle de Siq, creusée dans la montagne de Wadi Moussa (« la vallée de Moïse »). Il y découvre une architecture magnifique. Soupçonné par son guide d'être un magicien noir, il s'empresse d'immoler sa chèvre et poursuit son voyage vers l'Égypte. En 1818, l'Anglais William John Banks retourne explorer Petra, suivi dix ans plus tard des Français Léon de Laborde et Louis-Maurice Linant de Bellefonds qui révèlent leur expédition dans *Voyage de l'Arabie Pétrée* (1830). Les Occidentaux découvrent alors la civilisation nabatéenne.

Récits historiques antiques

Diodore de Sicile et Strabon évoquent, aux alentours de la naissance du Christ, l'existence d'un peuple à la cité luxueuse dont les terres s'étendent du nord de l'actuelle l'Arabie saoudite, à la Jordanie, au sud de la Syrie, jusqu'au Néguev. Ces tribus de caravaniers traversent le désert avec de



l'encens, de la myrrhe, des épices et des aromates provenant du Yémen pour rejoindre les ports de Gaza et d'Alexandrie. Le site de Petra, situé à un carrefour stratégique entre l'Arabie, l'Égypte et les ports méditerranéens, est décrit comme étant l'entrepôt

pour les marchandises grâce à sa muraille en roc protectrice. Les voyageurs y installent des tentes ou vivent dans des habitations troglodytes, avant que les premières constructions soient érigées en 250 avant J.-C. Les monuments mêlent les influences de la Syrie, de l'Égypte, des Empires grec et romain. Grâce à sa forteresse naturelle, la cité résiste aux différentes invasions. Mais avec les tremblements de terre de 363 et 551, suivis de la conquête arabe au VII^e, l'écrin fragilisé est progressivement abandonné.

Les historiens révèlent une cité cosmopolite à l'architecture unique

Situé en plein désert, le site de Petra se déploie à l'intérieur d'une faille naturelle et sinueuse de 1,5 km de long, polie par les eaux de la rivière de Wadi Moussa. Les parois en silice stratifiée qui s'élèvent à 25 mètres de hauteur révèlent des nuances allant du rosé au safran qui s'habillent de filaments d'or avec le soleil. Cet effet lui vaut d'être surnommé « la Rose des sables ». À son apogée, la cité compte 30 000 à 40 000 habitants de diverses origines qui parlent le nabatéen, l'araméen et le grec. Ces derniers vénèrent des divinités issues des différentes civilisations dans cette ville cosmopolite. La cité de Petra compte 3 200 monuments rupestres et 630 tombeaux, la plupart sculptés dans le grès, d'inspiration hellénistique, assyrienne ou encore nabatéenne, et plus de 1 000 inscriptions. Le Kazneh (le Trésor du Pharaon), un tombeau nabatéen à la façade imposante, est le plus connu. Le Tombeau à étages, d'inspiration hellénistique, est le plus colossal avec ses 49 mètres de large et 45 mètres de hauteur. À l'endroit où la vallée s'élargit, se déploie un vaste théâtre de pierre en demi-cercle sur le modèle romain. Des réseaux de citernes et de réservoirs recueillent les eaux de pluie qui sont redirigées à travers des canalisations. Au IV^e siècle avant J.-C., ses mines de cuivre étaient exploitées. Elles forment un vaste réseau souterrain.

La conservation des vestiges archéologiques de la cité perdue de Petra représente un témoignage historique unique. Aujourd'hui, le tourisme y est régulé car il représente la plus grande menace pour la « Rose des sables », devant l'érosion et les inondations.

La grande mosquée de Damas

Au cœur de l'ancienne capitale de la dynastie omeyyade, la Grande Mosquée de Damas du VIII^e siècle demeure le témoignage patrimonial le plus emblématique de cette brillante civilisation. Empreinte de l'Antiquité et du christianisme primitif, ce lieu spirituel puise son inspiration dans une histoire qui la précède et la dépasse. Depuis sa fondation, la mosquée s'est transformée, faisant de son architecture le récit des civilisations qui se sont succédé dans la région.

La cité syrienne de Damas fut édifiée à l'orée du mont Qâsiyûn sur le fleuve Barada. Relativement éloignée de la mer Méditerranée, Damas prospère grâce à ses activités agricoles et commerciales mais souffre de la concurrence d'Antioche que favorisent les empereurs byzantins. En 635, la ville est prise par les conquérants islamiques qui ne tardent pas à en faire le nouveau centre névralgique de leur empire naissant. Mu'âwiya Abi Sufyan, chef militaire, mène la conquête de la Palestine et de la Syrie. Porté par ses troupes au califat, il fait de Damas la capitale omeyyade de la communauté musulmane après Médine et Kufa.

À la confluence de plusieurs influences culturelles, Damas recèle de nombreux bâtiments empruntant à l'art byzantin et arabe – chrétien. Plusieurs temples préislamiques avaient été édifiés sur l'emplacement de la Grande Mosquée. Le site accueille également une église consacrée à saint Jean-Baptiste.

On doit à Al-Walid I^{er} la décision de lancer les travaux qui débutent en 705 pour s'achever en 715. La Mosquée de Damas est autant un lieu spirituel que politique dans le cœur administratif de l'Empire musulman. Le prestige de l'édifice vise à consolider le pouvoir omeyyade sur l'ensemble des fidèles auprès des familles rivales.

Le plan barlong, inspiré des basiliques byzantines hypostyles, distingue deux ensembles tout en intégrant des éléments structurants de l'ancien lieu de culte qui serviront d'écrin. Les tours d'angle sont ainsi maintenues, conférant une allure majestueuse à l'ensemble. On y retrouve les éléments fondamentaux des lieux de culte musulman. Trois minarets coiffent la mosquée. Le mur de qibla comporte une niche, le Mihrâb, qui indique la direction de La Mecque. Deux autres mihrâb, « des Compagnons » et « des hanbalites » complètent cette structure. Une fontaine est édifiée pour permettre aux fidèles de pratiquer les ablutions rituelles. Le trésor occupe une salle de la mosquée.



Les constructeurs de la mosquée revendiquent la présence des reliques de saint Jean-Baptiste, ce qui ne manque pas d'interro-

ger les chercheurs sur leur authenticité (la cathédrale d'Amiens dispose également de son chef !). Les restes du saint sont disposés dans un reliquaire niché dans l'un des murs de la salle de prière. Une double série d'arcs supporte la coupole en bois de la salle de prière à la croisée du transept et de la nef principale. L'incendie de 1069 pousse les architectes à bâtir une nouvelle coupole, en pierre, cette fois. De somptueuses colonnes servent d'appuis aux arcs permettant à la lumière d'irriguer la salle. La cour, ouverte, est encadrée de portiques portés par des piliers massifs. Plusieurs minarets jouxtent les murs d'enceinte dont le célèbre minaret communément appelé « de la mariée ».

Rien ne fut trop beau pour faire de la mosquée de Damas le joyau de la dynastie. Le décor « byzantin » est réalisé en marbre veiné sur les grilles et on ne compte plus les mosaïques qui ornent ses murs comme dans la basilique Sainte-Sophie à Constantinople. L'or accompagne les mosaïques supérieures réalisées à partir de tesselles en verre. Elles furent dessinées par des artistes byzantins. On n'y trouve, conformément aux injonctions du Coran, aucune représentation du vivant mais plutôt de nombreux paysages de verdure. De multiples incendies ont cependant dégradé ces mosaïques pariétales quand ils ne les ont pas tout simplement détruites. Certains commentateurs y décèlent une vision irénique du paradis, d'autres croient y trouver la représentation d'une cité idéale.

Aujourd'hui, peu d'éléments d'origine sont encore visibles même si le plan initial est toujours celui du VIII^e siècle. L'incendie de 1893 abîme les décors de la mosquée. Les Ottomans les ont recouverts d'un enduit avant qu'on ne redécouvre, en 1928, le célèbre panneau de Barada. Dans les années 1930, la mosquée fait l'objet de travaux de restauration sous le mandat français en Syrie. La mosquée se visite toujours mais le nombre de visiteurs a considérablement décliné depuis que le pays est entré en guerre.

Au carrefour de l'art byzantin et islamique, ce premier art musulman trouve sa plus vibrante expression dans l'architecture et le décor de la grande mosquée des Omeyyades de Damas. Longtemps vantée par la littérature arabe et les récits de voyage comme l'un des paradis terrestres, Damas se pare d'un édifice désormais décrit par les traités médiévaux comme l'une des « merveilles du monde ».

Les rites de passage en Afrique subsaharienne

En 1909, Arnold van Gennep, ethnologue français (1873-1957), publie *Les rites de passage*, faisant passer ce concept à la postérité – au point que l'expression ne sera pas traduite dans les ouvrages d'anthropologie langue étrangère. Souvent présenté comme un « *folkloriste* », étudiant les arts et traditions populaires développés par les groupes humains dans un espace donné, van Gennep tente de comprendre la structure et la portée de ces rites, notamment dans les sociétés d'Afrique subsaharienne.

Qu'est-ce qu'un rite de passage ?

Alors que le rite initiatique accompagne l'accueil d'un nouveau venu au sein d'un groupe, de nature religieuse par exemple, et qu'il peut intervenir à divers âges ou moments, le rite de passage est réservé aux phases de transitions qui marquent la vie des individus : passage de l'adolescence à l'âge adulte, sacre d'un chef... Dans un contexte de changement où il s'agit de prendre conscience d'une nouvelle condition, le rite de passage utilise une symbolique pour créer du lien entre ce que l'on quitte et ce que l'on devient. Il inscrit ce changement dans une cosmogonie (une conception de l'origine du monde) tout en le mettant en perspective de la vie et de la mort, afin de donner du sens sur l'inquiétude souvent suscitée par l'abord des grandes étapes de l'existence. Le caractère public de ces rites doit conforter la cohésion du groupe, en permettant à chacun de se remémorer les phases de la vie par lesquelles il est déjà passé et de se projeter sur celles qui restent à atteindre. Van Gennep propose une lecture structurelle des rites de passage en trois étapes : le sujet est d'abord singularisé et séparé du groupe. Puis vient la phase *liminaire*, où l'essentiel du rituel se produit, le sujet étant littéralement « au seuil » de la transition. Enfin, le sujet renouvelé par le rite réintègre le groupe : c'est la troisième phase, dite *postliminaire*.

Quelques exemples de rites de passage

Chez les Massäï (sud-ouest du Kenya, nord de la Tanzanie), le passage des garçons de l'adolescence à l'âge adulte commence par de longues visites dans les villages ; on y singularise l'individu concerné par le passage, on le « montre » littéralement ; ils sont alors circoncis et rasés une première fois. Dans la phase liminaire, ils restent enfermés plusieurs jours dans des huttes

de brousse. On les rase une deuxième fois, et ils vivent alors dans la brousse jusqu'à ce que leurs cheveux aient repoussé. Dans la phase postliminaire, on les leur tresse et ils sont alors officiellement reconnus comme « guerriers ». Chez les Nyangatom (sud-ouest de l'Éthiopie, Soudan du Sud, Ouganda) le rite de passage est marqué par les liens intergénérationnels entre pères et fils ; « *en temps opportun les Pères procèdent à l'inversion statutaire et transmettent le statut prééminent aux Fils en titre, qui, devenus Pères, "ouvrent" la génération de leurs fils en commençant à les initier comme Fils du pays* » (Tornay, 1995). On a ici un système qui allie rite de passage et rite initiatique, puisque la paternité du fils donne lieu à un rite de passage où son père le reconnaît en tant que père, comme une sorte d'égal dans la paternité, et ce rite introduit le nouveau-né dans le groupe, car il est celui qui par sa naissance a permis l'accès à la paternité. Mais les rites de passage peuvent évoluer; depuis quelques années, on assiste – au Kenya notamment – à l'émergence de *rites de passage alternatifs*, pour substituer à la pratique de l'excision chez les jeunes filles, souvent au cœur de rites de passage de l'adolescence, une transition organisée autour d'une formation et de l'obtention d'un diplôme.

Rites de passage et violence

Les successeurs de van Gennep, comme Gluckman (1962), lui reprocheront de ne pas avoir perçu la vocation des rites de passage à réguler les tensions au sein de groupes familiaux ou sociaux. Dans une conférence en 1969, Turner en décrira une occurrence avec l'exemple des Ndembu (Congo) qui ont pensé et réservé un rite de passage à celui qui va devenir leur chef. Dans la phase liminaire, ce futur chef « *devait accepter d'être dénudé, copieusement insulté, menacé et maltraité par ses sujets, avant de devenir leur souverain* » (Journet, 2002). Au-delà de l'aspect cathartique et peut-être d'un avertissement lancé au futur monarque, comment expliquer la violence et les humiliations qui surviennent lors de certains rites de passage ? Certains anthropologues avancent des éléments d'explication d'ordre symbolique : au seuil liminaire, l'individu est considéré comme n'étant « plus rien » car il n'est plus ce qu'il vient de quitter et il n'est pas encore passé à un autre état ; il s'agirait alors de lui faire prendre conscience que l'on n'est rien sans statut, le rite le mettant en situation de mort symbolique, pour à la fin le faire renaître et ainsi lui permettre de se prévaloir d'une nouvelle reconnaissance sociale.

Les Églises rupestres de Lalibela

Pour trouver Lalibela, il faut se rapprocher du ciel. On pourrait croire à la boutade, et pourtant... Située dans la région d'Amhara, à 2 600 m d'altitude, au nord de l'Éthiopie et de la capitale Addis-Abeba, Lalibela est depuis des siècles un haut-lieu du christianisme en Afrique et accueille un trésor architectural inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1978 : le site, qui rassemble onze églises troglodytiques creusées dans la roche volcanique sur plusieurs dizaines de mètres de profondeur et d'un seul bloc, est considéré comme le plus beau joyau du patrimoine culturel éthiopien.



Lalibela, au nom du roi

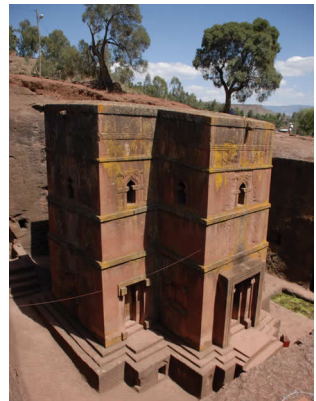
Nous sommes au XI^e siècle, sur un haut plateau juché entre les montagnes de Guna et d'Aboune Yossef, qui culminent à 4 000 m d'altitude. Le site, appelé Roha, va devenir l'écrin d'une nouvelle dynastie, celle des *Zagoué*, qui en feront leur « nouvelle Aksoum » et n'auront de cesse, sous l'impulsion du roi Lalibela, d'y implanter un nouveau centre de pèlerinage chrétien, du fait des dangers que comportaient les voyages à Jérusalem. Il y a une relation véridiquement métonymique entre la ville et le roi dont elle va porter le nom, ce dernier inspirant bien des légendes qui ont en commun... des abeilles. L'une veut que le jeune enfant ait été recouvert par un essaim d'abeilles qui l'aurait plongé dans un songe, où il aurait reçu l'ordre de construire des églises dans le roc ; une autre prétend que l'enfant aurait été veillé dans son sommeil par un essaim protecteur qui préfigurait une armée royale ; en tous les cas, en langue amharique, Lalibela désigne « *Celui dont les abeilles ont reconnu la souveraineté* », ou encore « *Celui que les abeilles respectent* ». Son accession au trône ne fut pourtant pas simple, ce dernier étant occupé par un demi-frère, un certain Kéddus-Harbé, peu disposé à partager le pouvoir, au point de menacer la vie du jeune Lalibela, qui se serait retrouvé plongé dans un état de catalepsie après une tentative de l'empoisonner – c'est alors que lui seraient apparues des églises taillées dans le roc et qu'il aurait été missionné pour les édifier. Arrivé au pouvoir vers 1164, il s'emploiera à construire cette nouvelle Jérusalem, mais ce ne sera que plus tard que le Synaxaire éthiopien nommera cet ensemble d'églises *Lalibela*, du nom de leur bâtisseur.

Une utopie chrétienne

La postérité du site de Lalibela est inversement proportionnelle à la connaissance que nous avons de son histoire et de son édification. Les terres furent d'abord cédées par le roi, qui en avait la pleine propriété, au clergé. Comment furent réalisés les travaux ? De récentes estimations évaluent à 40 000 le nombre d'ouvriers nécessaires ; pour l'essentiel, ce furent des chrétiens coptes qui avaient fui les persécutions religieuses. Bieta Maskal, Bieta Maryam, Bieta Debre Sina, Bieta Golgotha, Bieta Emmanuel, Bieta Abba Libanos : ainsi apparurent onze « églises de » (Biet, « la maison de »), reliées par des couloirs et tunnels, comportant aussi des caches, et réparties sur 7 km² : un groupe de six au nord-ouest, un groupe de quatre au sud-est, l'unique Biet Ghiorghis prenant place au sud-ouest pour parachever une disposition triangulaire. Monolithes ou hypogées, taillées dans le tuf volcanique, les églises comportent des nefs, travées, piliers, arcs, absides et bas-reliefs. Au fil des siècles, relève un rapport de la mission « Lalibela » du CNRS (2019), « *les occupants des lieux ont creusé toujours plus profond pour consolider les bases des églises, menacées par la friabilité de la roche au contact de l'eau* ». Chacune des églises abrite le « tabot », objet symbolisant à la fois l'Arche d'alliance et les Tables de la Loi. Cette symbolique est également très présente dans la conception du site, qui rassemble en un espace assez réduit les éléments évocateurs de références majeures du christianisme ; un grand bloc cubique figure la tombe d'Adam, surmontée d'un olivier rappelant le mont du même nom où Jésus fut arrêté ; le torrent qui sépare les deux groupes d'églises principaux se nomme le *Jourdain* et une croix de pierre y rappelle le baptême du Christ. L'ambition de bâtir une Jérusalem africaine, refuge pour les fidèles et anamnèse de la foi chrétienne taillés dans le roc – comme le préconise Matthieu (7, 21-29) – confère à Lalibela l'éclat d'une utopie chrétienne ayant traversé les âges.

DR

Fidèle à l'esprit de ses bâtisseurs, et malgré la grande pauvreté de sa région, Lalibela demeure terre de pèlerinages, particulièrement lors des grandes fêtes chrétiennes et notamment le Timkat, l'Épiphanie éthiopienne. On peut encore assister à la liturgie en guèze, langue parmi les plus anciennes du continent et qui n'est plus guère utilisée qu'à l'occasion des grandes cérémonies. *L'ange choisit le nom, car il connaît le destin*, veut le proverbe éthiopien. Celui de Lalibela est sans doute d'inspirer, pour longtemps encore, le pèlerin comme le voyageur.



Emmanuel Nal
maître de conférences à l'université de Mulhouse

Cheikh Anta Diop refonde l'Histoire de l'Afrique

Plusieurs années après la décolonisation, l'Afrique est encore considérée par l'Occident comme un continent en dehors du temps et de l'histoire. Cheikh Anta Diop (1923-1986), chercheur et humaniste sénégalais, s'attelle à retracer l'histoire du continent africain depuis la préhistoire. Son objectif est de démontrer l'influence de l'Afrique sur les civilisations modernes.



DR

Né à Caytou, à l'est de Dakar, dans la colonie française du Sénégal, Cheikh Anta Diop est curieux de la culture africaine. Au collège, il crée un alphabet unique africain, rédige une histoire du Sénégal et traduit des textes philosophiques en langue wolof. Alors qu'il se destine à devenir ingénieur aéronautique, il entreprend des études en mathématiques supérieures à Paris, en 1946. Il étudie aussi la philosophie, la linguistique et la chimie nucléaire. Selon lui, l'Histoire enseignée en Occident nie l'existence de l'Histoire africaine pour justifier sa domination. Son objectif est de créer la première Histoire de l'Afrique.

Reconstruire l'Histoire de l'Afrique

Grâce à ses investigations et à sa méthode scientifiques, Cheikh Anta Diop revisite les fondements de la culture occidentale et redécouvre la genèse africaine de l'Humanité. Après une thèse sur le sujet, il démontre en 1954 dans *Nations nègres et culture* (1954) l'apport de l'Afrique dans la civilisation égyptienne, qui a elle-même contribué à la formation de la civilisation hellénistique, maillon intermédiaire avec les sociétés occidentales dites modernes. Il démontre la continuité historique entre les cultures africaine et égyptienne dans les domaines de la spiritualité, de l'écriture, des coutumes, ou encore de l'art. L'Égypte devient le maillon central qui permet de tisser l'histoire de l'Afrique et de prouver sa contribution à la civilisation moderne. En 1960, Cheikh Anta Diop retourne au Sénégal comme assistant à l'Institut français d'Afrique noire (IFAN), dirigé par Théodore Monod. Il crée alors un laboratoire de datation au carbone 14 pour appuyer ses recherches. Il parcourt le monde pour donner des colloques et des conférences qui exposent son travail et ses découvertes. Il participe aussi à la rédaction de l'*Histoire générale de l'Afrique* (1971) commandée par l'UNESCO et écrit de nombreux ouvrages comme *Civilisation ou barbarie* (1981).

Un combat politique et philosophique

Surnommé le « Pharaon noir », Cheikh Anta Diop mène un combat politique à partir de 1946 pour soutenir les indépendances africaines à Paris. Selon lui, la renaissance africaine doit passer par l'instauration d'un État fédéral sur le continent afin de le structurer, de le sécuriser et d'optimiser son développement. Dans son livre *Les fondements économiques et culturels d'un État fédéral d'Afrique noire* (1974), il cherche à définir une politique de recherche scientifique efficiente ainsi qu'une doctrine énergétique et industrielle. Il défend aussi l'instauration d'une organisation politique multipartite en Afrique. Sa lutte en faveur d'une transformation des structures politiques africaines le conduit à passer un mois en prison en 1962. Sa pensée s'oppose à celle de son compatriote Léopold Sédar Senghor, président de la République entre 1960 et 1980, considéré comme le chantre de la francophonie. À l'inverse, Cheikh Anta Diop estime que l'indépendance de l'Afrique doit passer par l'enseignement des langues africaines pour réveiller la conscience africaine.

Naissance d'un nouvel homme africain

Le fondateur de l'Histoire de l'Afrique estime que c'est en comprenant la formation des castes et des ethnies sur le continent que l'on peut dissoudre les différences pour réconcilier « les Afrique » avec l'Histoire. Selon lui, il faut restaurer la conscience historique africaine, avec toute sa puissance créatrice pour faire naître l'homme africain créateur, fier de ses origines et de sa contribution au monde. Il réfléchit de manière plus large à la mise en place d'une stratégie pour développer l'Afrique. Il va même plus loin lorsqu'il défend l'idée d'une civilisation planétaire au profit de l'écllosion d'une ère d'entente universelle. Pour lui, les singularités physiques et génétiques sont accidentelles et doivent perdre leur intérêt au nom d'une perception unifiée de l'espèce humaine.

Cheikh Anta Diop fait l'objet de controverses parmi ses contemporains. Au-delà de l'idée que l'Occident est salvateur pour l'Afrique, certains voient son égypto-centrisme comme une idéologie servant uniquement à valoriser la culture noire. Néanmoins, le chercheur a permis d'ouvrir les consciences à l'Afrique, à son Histoire et à ses enjeux, pour que le continent ne représente plus seulement, comme il le regrettait, un simple « appendice » de l'Occident.

Nollywood ou l'incroyable trajectoire de l'industrie cinématographique et audiovisuelle du Nigeria

Si le cinéma est à la fois un art et une industrie, rares sont les pays du continent africain pouvant se targuer d'avoir développé sur leur sol une industrie cinématographique digne de ce nom. Il n'y a pas si longtemps, seules l'Égypte et l'Afrique du Sud pouvaient se prévaloir d'appartenir à ce club. Puis au début des années 1990, profitant des avancées techniques et d'une accessibilité grandissante aux caméras et autres matériels de tournage, le Nigeria va se distinguer par une production pléthorique qui sera bientôt appelée Nollywood (le terme s'impose au début des années 2000). Il ne s'agit pas au départ de cinéma mais plutôt d'une production vidéo fabriquée en grande quantité et qui s'écoule *via* VHS d'abord puis par DVD et VCD (méconnu en Europe, ce format à mi-chemin entre le VHS et le DVD a été un franc succès au Nigeria grâce notamment à des coûts très abordables).

Le succès du film *Living in Bondage* sorti en 1992 (dont on dit que plus de 400 000 copies se sont écoulées en moins d'un mois) constitue le point de départ d'une révolution audiovisuelle dans le pays.

Car si le Nigeria fut le tout premier pays d'Afrique sub-saharienne à avoir la télévision (en 1959) et si le cinéma avait connu des heures glorieuses dans les années 1970 avec un cinéaste formé en France, nommé Ola Balogun, en porte-drapeau, le contexte des années 1990 est tout autre. Une crise économique et sécuritaire fait rage. Les salles de cinéma ont fermé depuis bien longtemps et la télévision propose essentiellement des films venus d'Inde ou de Chine dont les coûts très faibles représentent une aubaine pour les chaînes. Les traditions, les légendes et l'identité nigériane deviennent globalement absentes des écrans. Cela explique certainement le retentissement incroyable qu'ont eu ces premiers films locaux qu'on peut se procurer par VCD.

Les histoires racontées résonnent auprès de cette population qui ne se voyait plus à l'écran. Ce phénomène de production effrénée au départ été perçu comme un simple effet de mode qui finirait par s'essouffler. Quelques décennies plus tard, Nollywood est non seulement toujours présent mais il s'est surtout imposé et son importance pour le pays n'a fait que s'accroître.

Nollywood serait aujourd'hui le deuxième employeur au Nigéria, derrière l'agriculture. Le poids de cette industrie est d'environ 7 milliards de

dollars selon les données officielles, soit 2 % du PIB du pays qui est devenu entre temps la première puissance économique du continent africain. Entre-temps le mode de distribution a bien évolué puisque le Nigeria est maintenant passé à 50 salles de cinéma totalisant 200 écrans (plusieurs de ces salles sont des multiplexes) contre moins de 10 écrans il y a 15 ans.

La part des films nigériens dans le box office local est en augmentation constante et les films nigériens les plus populaires drainent maintenant des recettes de plus d'un million de dollars.

L'industrie du cinéma nigérien a le vent en poupe et pas seulement à l'échelle locale ou continentale. Les festivals du cinéma du monde entier s'intéressent aux pépites venant de ce pays émergent du cinéma mondial.

La France se distingue plutôt bien dans ce domaine puisque depuis 2013 un festival dédié au cinéma nigérien (la Nollywood Week) a vu le jour au cinéma l'Arlequin à Paris.

Aux États-Unis, Netflix fait du Nigeria un de ses fers de lance pour son développement en Afrique et la toute-puissante Academy of Motion Pictures, Arts and Sciences (organisatrice des Oscars) ouvre désormais ses portes aux stars de Nollywood...

Pour compléter le tableau, on peut évoquer l'annonce récente d'une co-production sino-nigérienne de haut vol avec la star nigérienne nommée AY dans le rôle principal de ce qui promet d'être un blockbuster intercontinental.

Nollywood est maintenant devenu une redoutable machine commerciale.

Ce qui a commencé dans le registre de l'amateurisme et de la débrouillardise s'est aujourd'hui considérablement professionnalisé.

Quel rôle joueront l'État et les organismes dédiés à son expansion internationale ? Difficile à dire, tant les balbutiements ont été nombreux, mais les choses semblent aujourd'hui aller dans la bonne direction. Un accord de coopération entre le CNC (Centre national du cinéma) et un organisme lié à la structuration de la production au Nigeria (NFC) a été signé le 14 janvier 2020 tandis que l'AFD s'est engagé financièrement dans la formation locale.

Le deuxième producteur de films au monde (derrière l'Inde et devant les États-Unis) a donc *a priori* de beaux jours devant lui et les ouvertures se trouvent aussi bien en Afrique qu'en dehors. Vous n'avez donc pas fini d'entendre parler de ce phénomène qu'on appelle Nollywood !

Le biface, un outil africain

Pour définir une chronologie en préhistoire, outre les examens des squelettes, les archéologues étudient la technique de fabrication des outils en pierre. Ainsi, la préhistoire est divisée en deux périodes : le paléolithique – du grec palaios (ancien) et lithos (pierre) – et le néolithique – du grec néos (nouveau) et lithos (pierre). C'est sur le continent africain au cours du paléolithique que les hommes ont commencé à façonner les premiers outils en pierre. Le biface est alors l'expression de l'intelligence humaine et préfigure tous les autres outils en pierre.

« L'apparition de l'outil parmi les caractères spécifiques marque précisément la frontière particulière de l'humanité. »

André Leroi-Gourhan, préhistorien français

Vers - 2,8 millions d'années, l'homme, qui adopte la station debout, se libère de la nécessité de se tenir avec les mains. Désormais, il peut utiliser ses bras pour réaliser de nouveaux mouvements. À cette époque, l'homme est encore tributaire de la nature pour sa survie. Il réfléchit donc à la confection d'un outil qui puisse répondre à ses nécessités vitales : manger et se vêtir. Il lui faut donc un objet capable de découper la viande, trancher la peau ou couper des végétaux.

Les premiers outils

Le premier outil utilisé par l'homme est le galet taillé grossièrement. En effet, la pierre, qui se trouve un peu partout dans la nature et qui s'adapte parfaitement à la main de l'homme, s'est naturellement imposée comme un outil. Ce galet devient aussi un percuteur qui, par coups, détache des éclats. Les morceaux ainsi extraits deviennent aussi tranchants qu'une lame de rasoir. En 1936, une équipe d'archéologues britanniques dirigée par Mary et Louis Leakey qui recherchent des restes des premiers hommes dans la Rift Valley découvrent dans la vallée d'Olduvai en Tanzanie des galets taillés qui datent de - 2,9 à 2,4 millions d'années. Il s'agit alors des plus anciens outils connus. En 2011, à l'ouest du lac Turkana au Kenya, des galets taillés (*choppers*) datés de - 3,3 millions d'années sont mis au jour. Cette technique, appelée l'Oldowayen, consiste à briser des galets en leur partie supérieure avec une pierre pour obtenir un tranchant.



Le biface un outil révolutionnaire

Vers - 1,7/-1,5 million d'années, l'homme perfectionne sa technique de taille en enlevant des éclats sur les deux faces. Ce nouvel

outil, le biface, est en forme d'amande dont la base arrondie est épaisse et la pointe fine et tranchante. Cette industrie, dite acheuléenne, qui se développe sur le continent africain porte cependant un nom européen. En effet, en 1872 Gabriel de Mortillet découvre pour la première fois des bifaces dans la Somme à Saint-Acheul non loin d'Amiens. Cependant, les fouilles menées au ^{xx}e siècle confirment que les premiers bifaces acheuléens sont nés en Afrique de l'Est et sur le site de Sidi Abderrahmane au Maroc.

Le biface est donc un *chopper* élaboré qui s'affine au fil du temps. Sa forme en amande laisse à penser qu'il n'est pas emmanché mais adapté à la paume de la main. Il peut ainsi trancher de la viande, briser les os pour en extraire la moelle ou racler les peaux. Pour obtenir cette forme, les hommes sélectionnent méticuleusement des pierres dures comme le silex. Forts de l'enseignement des anciens ou des essais successifs, les premiers hommes débitent le galet par éclats successifs avec un percuteur en bois ou en corne. Pour affiner la forme, les hommes utilisent des enclumes en pierre sur lesquelles ils posent le biface avant de le frapper délicatement. Loin d'être aléatoire, cette méthode nécessite une véritable réflexion pour obtenir la forme souhaitée. Ainsi le paléoanthropologue Pascal Picq, maître de conférences au Collège de France, affirme que ces techniques témoignent « *d'une grande connaissance des propriétés physiques de la matière (), d'une capacité à opter pour des modes de débitage idoines en fonction du résultat escompté* ». Le sol africain est parsemé d'outils qui reposent à côté d'ossements. Ces trouvailles laissent à penser que les hommes ne conservent pas cet objet qu'ils peuvent fabriquer à la demande. Avec le déplacement des hommes dans le monde, le biface se diffuse en Europe et en Asie. La technique s'affine désormais. Du biface les premiers hommes extraient des lames. De ces dernières ils fabriquent des couteaux, des pointes de lance, des perçoirs et des pointes de flèches.

Avec cet outillage plus léger et plus efficace, l'homme devient un redoutable prédateur d'animaux avec lesquels il confectionne des habits perfectionnés pour lutter contre le froid.

L'Homo sapiens colonise le monde

Entre - 120 000 et - 110 000 ans, des groupes d'Homo sapiens quittent le continent africain pour conquérir le reste du monde. À cette même époque, au nord, la Terre entre dans une période glaciaire qui abaisse le niveau des océans de plus de 120 mètres, ouvrant ainsi de nouvelles contrées à la curiosité humaine.

L'homme de Cro-Magnon

La paléontologie est une discipline scientifique âgée de moins de 150 ans. Les hypothèses émises ne s'appuient donc sur aucune certitude car des fouilles peuvent à tout moment remettre en cause les théories. Toutefois, les recherches menées sur les cinq continents et les derniers travaux sur la génétique permettent de définir l'histoire de l'Homo sapiens, nommé parfois homme de Cro-Magnon. En effet, la première dépouille de cet homme est découverte en 1868 dans un abri sous roche de Dordogne. Ce squelette est alors le descendant des hommes apparus au cœur de l'Afrique de l'Est vers - 300 000 ans. L'homme de Cro-Magnon est d'une grande taille, 1,85 mètre de moyenne, mais moins musclé que son prédécesseur, l'homme de Neandertal. Ce chasseur-cueilleur suit la migration saisonnière des grands troupeaux. Selon la région où il se trouve, il vit dans des tentes, dans des abris sous roche ou à l'entrée des grottes.

Une première vague de migration



Vers -120 000 ans, le climat de l'Afrique, en se radoucissant, favorise la croissance de la population humaine désormais à l'étroit dans les savanes africaines chaudes et humides qui sont alors sa zone d'habitation traditionnelle. Une première vague d'Homo sapiens entame lentement une migration en dehors de l'Afrique. Des groupes d'hommes ou des clans entiers partent à la poursuite de gibier, de nouvelles terres ou peut-être par goût de l'aventure. Ils quittent le continent africain pour se rendre au Proche-Orient en longeant la côte méditerranéenne. En 1927, des os, datés de - 115 000 ans, retrouvés dans la grotte du mont Carmel en Israël, attestent de leur passage. Ces chasseurs-cueilleurs s'aventurent aussi en Asie vers les steppes de Sibérie. Dans la



DR

grotte de Zhiren au sein de la province chinoise du Hunan, une équipe internationale d'archéologues découvre en 2007 des dents humaines et une mâchoire datant de - 110 000 ans. Des groupes de Cro-Magnon arrivent en Europe vers - 60 000 ans. ils doivent cohabiter avec leur cousin, l'homme de Neandertal.

D'autres hommes, plus intrépides, qui aperçoivent depuis Djibouti les falaises de la péninsule Arabique qui, à cette époque n'est séparée de l'Afrique que par un bras de mer de 10 km, n'hésitent à le franchir pour coloniser ce nouveau territoire. Ces hommes ont laissé des outils taillés, traces de leur passage non loin du détroit de Bab el-Manded. Ils s'aventurent ensuite vers l'Inde et l'Asie du Sud-Est.

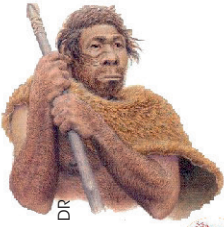
Une deuxième vague

Vers - 70 000 / - 60 000; des hommes quittent de nouveau l'Afrique vers l'Est. Des traces humaines datant de - 65 000 ans ont été trouvées dans le nord de l'Australie dans l'abri de Madjebede. Les tribus ont peut-être longé le rivage depuis l'Inde jusqu'à Sumatra, Java puis Bali qui, à cette date, étaient reliés au continent et à l'Australie. À cette même époque des hommes colonisent le Japon avec des embarcations.

Vers - 45 000 les tribus Cro-Magnon colonisent définitivement l'Europe où le climat rude favorise le gros gibier. Vers - 30 000 ans, les tribus traversent à pied l'actuel détroit de Béring pour pénétrer sur le continent américain. En 2013, des chercheurs brésiliens ont ainsi trouvé sur le site de Toca da Tira Peia des outils datés de - 22 000 ans.

L'homme de Cro-Magnon a conquis la Terre entière en s'adaptant à l'environnement qui l'entoure. Pour survivre dans la nature, il développe un outillage complexe et ingénieux. Il fabrique de fines lames de silex pour les tailler en forme de feuille de laurier fines et délicates. Il invente le propulseur qui multiplie la force de frappe d'une sagaie. Il fabrique en os et en ivoire des harpons, des aiguilles ou des poinçons. Ainsi armé, il diversifie son alimentation : poissons, viandes ou fruits. Cette maîtrise technique s'accompagne d'une nouvelle conception de l'univers puisque l'art se développe sous de multiples formes, notamment la sculpture et la gravure sur les murs des grottes.

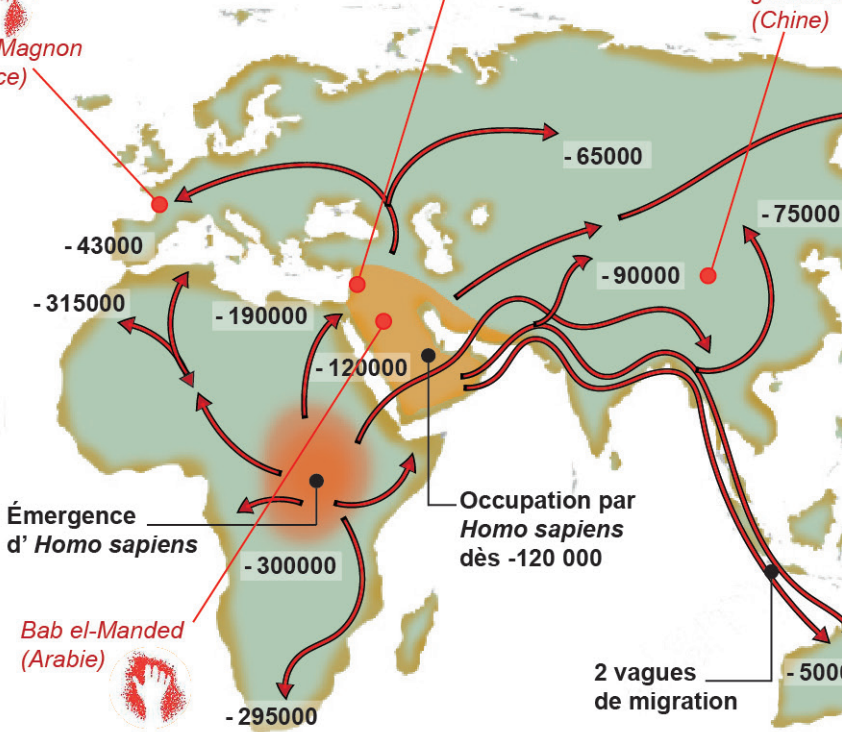
CRO-MAGNON A



Croc-Magnon
(France)

Misliya, grottes Mont
Carmel (Israël)

grotte Zh
(Chine)



Bab el-Manded
(Arabie)



Abri Mac
(Australie)

→ Vague de colonisation par *Homo sapiens*

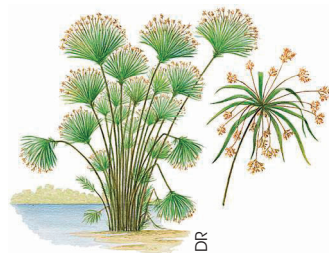
L'ASSAUT DU MONDE



Le papyrus, le papier de l'Antiquité

Durant l'Antiquité, pour fabriquer leur papier, les Égyptiens utilisent les tiges du papyrus, une plante aquatique qui pousse à profusion sur les rives du Nil. Pendant des siècles, ces feuilles de papyrus seront le principal support de l'écriture.

Pour l'Égypte des pharaons, le papyrus, nommé per-peraâ (« la fleur du roi »), est une plante sacrée. En effet, la tige est en forme de pyramide qui est à cette époque le symbole de l'éternité. L'aspect semi-circulaire de la fleur dessine pour sa part symboliquement les rayons du soleil du dieu Amon-Rê.



Le papyrus, une plante à tout faire

Dans le *Livre XIII*, consacré à l'histoire des arbres exotique et des parfums, l'auteur romain Pline l'Ancien décrit ainsi le papyrus : « *Il naît dans les marécages d'Égypte ou dans les eaux dormantes du Nil (...). La racine est oblique, grosse comme le bras, la tige triangulaire, et, n'ayant pas plus de dix coudées de haut.* » Cette plante est utilisée par les Égyptiens dans différents domaines. Des barques sont ainsi fabriquées avec des ballots de tiges liées entre elles. Les tiges de papyrus servent aussi pour la confection des voiles et des cordages. Outre leur utilisation maritime, elles servent à confectionner des nattes, des sandales, des vêtements et des couvertures. L'écorce du papyrus, à la fois souple et solide, est utilisée pour tresser des paniers ou pour fabriquer des sangles pour les sommiers. Enfin, les paysans font bouillir les tiges pour en extraire un jus sucré qu'ils boivent régulièrement.

L'administration du vaste empire des pharaons ainsi que le développement du commerce nécessitent de posséder des documents légers et solides pour circuler partout sur le territoire. Les premiers textes égyptiens sont rédigés sur des écorces d'arbres ou des feuilles de palmier. Mais très vite les Égyptiens utilisent leur plante favorite pour fabriquer des feuilles capables de supporter de l'encre. À cette époque, les Romains ou les Grecs utilisent pour les textes officiels des feuilles de plomb ou des tablettes enduites de cire alors que les Perses se servent des feuilles en lin. Enfin, dès le ^{II}^e siècle av. J.-C. le roi de Pergame utilise le parchemin, une peau de bête spécialement traitée.

Fabrication des feuilles de papyrus

Pour obtenir une feuille de papyrus, il faut procéder par étapes. La tige est d'abord coupée selon la dimension du document voulu. Puis les artisans enlèvent l'écorce verte de la plante pour ne garder que le cœur blanc, qui est découpé en fines lamelles avant d'être frappé avec un maillet. Une fois aplanie, la tige est placée pendant six jours dans une jarre remplie d'eau qu'on change tous les jours. Après cette période de trempage, l'artisan dispose sur une table humectée d'eau ces lamelles verticalement puis horizontalement. Les lamelles ainsi assemblées sont alors taillées afin d'obtenir un carré ou un rectangle parfait. Pline affirme que l'eau du Nil, riche en alluvions, sert de liant. Cependant, des recherches récentes tendent à démontrer que c'est le sucre contenu au cœur de la tige du papyrus qui tient lieu de colle. L'ensemble, formant une feuille, est passé dans une presse avant de sécher au soleil. Pour obtenir un rouleau il faut coller vingt feuilles avec un mélange d'amidon de blé dilué à l'eau bouillante et quelques gouttes de vinaigre. La surface du papier est ensuite grattée avec une dent ou un coquillage afin d'obtenir un produit lisse.

L'utilisation du papier de papyrus

Selon son utilisation finale, la fabrication du papier est plus ou moins soignée. Pline en définit quatre variétés : « *Lavé, il a reçu le nom d'Auguste, de même que celui de seconde qualité porte celui de Livie, sa femme. De la sorte, l'hiératique devient papier de troisième qualité. Le quatrième rang désigne l'amphithéâtre, nom tiré du lieu de la fabrique.* » Cette qualité s'apprécie selon la façon dont l'encre s'étale sur le papier, son épaisseur et l'uniformité de sa couleur. La feuille de papyrus ne doit pas avoir de tache disgracieuse et ne pas être trop fine pour que le scribe puisse écrire recto verso. Une production de piètre qualité est réservée pour emballer les objets fragiles. Les rouleaux de papyrus sont utilisés pour les correspondances privées, les actes notariés et comme support pour la littérature. Du temps de l'Empire romain, l'Égypte détient le monopole de la fabrication de ce papier.

Au VII^e siècle, l'expansion de l'empire musulman au sud de la Méditerranée prive l'Europe de sa principale source d'approvisionnement. De plus, les feuilles de papyrus se conservent mal dans les contrées humides européennes. Les copistes utilisent alors le parchemin (une peau d'animal raclée), plus résistant, qui sera le support des écrits jusqu'au XV^e siècle, à partir duquel le papier se généralise.

L'invention du zéro

Inventé par les Babyloniens, le zéro sert d'abord à marquer une absence de grandeur au sein d'un chiffre. Puis, les Indiens créent un système similaire et donnent une valeur au zéro, qui devient un chiffre à part entière. Le zéro constitue l'une des principales avancées en mathématiques. Son histoire dépend aussi de sa valeur symbolique, en relation au néant et à l'infini.

Zéro vient de *sunya* en indien, qui veut dire « vide », traduit *assifr* en arabe, puis *cifra* en allemand au ^{xiii}^e siècle, et *zephirum* en latin. En italien, il devient *zephiro*, puis *zeuero* et *cero* avant de donner *zéro* en français à la fin du ^{xv}^e siècle. Les premières traces de ce « vide » au sein d'un chiffre remontent à la numération de Babylone, en Mésopotamie, aux alentours du ⁱⁱⁱ^e siècle avant J.-C.

Babylone à l'origine du zéro

Les Babyloniens ont mis en place la première numération positionnelle – elle se fonde sur la base 60, au lieu de 10 aujourd'hui. La valeur d'un signe numérique dépend en effet de sa position relative au sein d'un nombre écrit. À l'inverse, les systèmes antiques, comme les chiffres romains, disposent d'une numération par juxtaposition. Avec le système babylonien, les opérations sont simplifiées, ainsi que l'expression des chiffres. Utilisée en mathématiques et en astronomie, cette numération n'est néanmoins pas vulgarisée. Les autres sphères d'activité continuent d'utiliser la juxtaposition. Vers 400 ou 300 avant J.-C., le zéro est indiqué à l'aide de crochets ou de barres obliques. Il indique l'absence de valeur chiffrée au sein d'un nombre, que ce soit par exemple la centaine, la dizaine ou l'unité. Son usage marque une connaissance approfondie de la notion de nombre et de sa relativité. D'autres civilisations ont créé un zéro de position, comme les Chinois, mais aussi les Mayas, avec leur numération fondée sur un calendrier astronomique.

L'Inde invente le zéro moderne

Entre le ⁱⁱⁱ^e et le ^v^e siècle, les Indiens réinventent le zéro de position comme marqueur signifiant l'absence, en utilisant deux chevrons. Cette invention vient d'abord des scribes, pour faciliter la prise de notes. La notation à 9 chiffres à laquelle s'ajoute le zéro est diffusée par Âryabhata au début du ^{vi}^e

siècle. La forme du zéro varie selon les régions d'Inde. Les savants indiens font évoluer le zéro vers un chiffre naturel pair, ni premier, ni positif, ni négatif, à une époque où l'enseignement des mathématiques se diffuse. À partir du VII^e siècle, le zéro devient un chiffre indépendant. Il est possible de l'additionner, de le multiplier, de l'inclure dans les calculs. L'astronome Brahmagupta (598-668) a édicté les règles qui régissent le zéro dans son livre *L'ouverture de l'univers*, sous la forme de vers. Le zéro se définit comme la soustraction d'un nombre par lui-même ($x - x = 0$). Selon la tradition hindoue, le vide et l'infini représentent l'essence même du cosmos, le point de création de toute potentialité. L'Inde adopte donc facilement le zéro qui rejoint sa philosophie. La philosophie grecque refuse en revanche l'adoption du zéro car le néant *de facto* n'existe pas puisqu'il n'est rien (tradition aristotélicienne). Représenté par un point au IX^e siècle, le zéro devient ensuite un cercle. Au XII^e siècle, le mathématicien Bhaskara établit que $1/0 = \text{l'infini}$, faisant une relation entre le vide et l'infini.

Les Arabes diffusent le zéro

Au IX^e siècle, les Arabes empruntent le zéro aux Indiens et diffusent cette connaissance en Occident. Leur méthode de calcul est renommée *hisab al-hind*, « la méthode indienne ». Elle est exploitée et publiée au IX^e siècle par le Persan Al-Khwarizmi. Le zéro permet à ce stade la création d'un véritable système décimal généralisé qui s'applique au commerce moderne. À l'époque, l'Occident utilise encore les chiffres romains. Le christianisme diabolise le zéro : étant donné que Dieu se trouve en tout, représenter le rien est diabolique. Banni, le système décimal est néanmoins utilisé secrètement par les marchands. Après avoir étudié plusieurs années auprès d'un professeur musulman en Afrique, Léonard de Pise, dit Fibonacci, publie *Liber Abaci* en 1202. Ce recueil reprend l'ensemble des connaissances en mathématiques de l'époque, dont le système indien qu'il considère comme le meilleur au monde. Le zéro est ainsi officiellement introduit en Occident.

Le zéro moderne et l'ensemble du système décimal devenus universels sont hérités des Indiens, après leur diffusion par les Arabes. L'histoire du zéro est aussi le reflet de la pensée au sein des civilisations qui forment notre héritage.

Sous la haute direction de Jean-Yves Daniel, inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale

Adjudant Fanny Boyer
rédactrice au CERPA

Averroès, un médecin philosophe

Averroès est un scientifique musulman qui est né à Cordoue. Ce médecin personnel des califes marocains almohades commente et annote les écrits des philosophes et savants grecs. Il rédige bon nombre de livres scientifiques qui posent les bases de la médecine moderne.

Les Almohades forment une tribu berbère du nord du Maroc qui s'émancipe des califes abbassides. Ils proclament ainsi en 1147 un califat indépendant qui s'étend du Maghreb jusqu'à la péninsule Ibérique. Jusqu'en 1289, les Almohades règnent sur leur empire depuis leur capitale Marrakech. Les villes de Cordoue et de Séville sont alors d'importants centres culturels et commerciaux.

Une vie d'érudit

Plus connu en Europe sous le nom d'Averroès, Abû Walid Muhammad Ibn Rushd est né à Cordoue en 1127. La vie de ce scientifique demeure encore aujourd'hui mystérieuse, cependant les quelques écrits biographiques qui ont survécu aux autodafés des conquérants espagnols permettent de retracer son histoire.

En 1169, Averroès, comme son père et son grand-père, est *cadi* (juge) puis grand *cadi* de Cordoue. En 1182, il devient le médecin du calife Abû Ya'qûb Usuf. Ce dernier, qui est un souverain érudit, s'entoure alors de nombreux scientifiques et philosophes avec lesquels il converse régulièrement. Abû Ya'qûb Usuf meurt des suites de ses blessures lors d'un combat contre les armées chrétiennes. Son fils Abû Ya'qûb al-Mansur lui succède et il doit lutter à la fois contre les royaumes chrétiens et contre une insurrection dans le Maghreb. En 1189, le nouveau calife se replie à Marrakech. Pour s'assurer le soutien de son clergé, il promulgue en 1197 un édit qui interdit la philosophie et la *science des anciens* (les textes grecs). Averroès est alors déchu de ses fonctions auprès du calife au Maroc puis exilé en Andalousie. Ses écrits sont retirés des bibliothèques du califat puis brûlés en place publique. En 1198, pris de remords, le calife ordonne son retour à Marrakech et le prie de lui pardonner, mais le scientifique fatigué par cet exil meurt en décembre.

À sa mort, Averroès laisse une quinzaine d'ouvrages philosophiques et autant sur la médecine, quatre recueils de théologie, une dizaine de livres juridiques de commentaires sur les lois, quatre ouvrages d'astronomie et deux de grammaire.

Un médecin pieux

En 1184, Averroès soigne le calife Abû Ya'qûb Usuf touché lors d'une bataille par une flèche. Pour pratiquer la médecine il s'appuie sur les écrits du médecin perse Avicenne dont *Les Canons de la médecine* sont une référence pour la pratique de soins sur les patients. Cependant, contrairement à son maître à penser, Averroès ne cherche pas à fonder des hôpitaux ou des dispensaires mais



il s'intéresse aux textes d'Hippocrate et d'Aristote. Néanmoins, pour étudier la médecine cet homme pieux applique ses principes religieux. Il écrit ainsi : « *Quiconque étudie l'anatomie augmente sa foi dans l'omnipotence et l'unité de Dieu tout puissant.* » En 1162, il rédige le *Livre de médecine universelle* qui comprend sept chapitres : Anatomie des organes, Santé et Physiologie, Maladie et Accidents, Symptômes, Médicaments et Nourriture, Hygiène et Thérapie.

Un médecin méticuleux

Dans ce livre encyclopédique, Averroès s'intéresse donc à tous les aspects de la médecine. Il affirme ainsi que le cœur est l'organe vital du corps humain. De même, il décrit dans le cerveau 7 paires de nerfs. À travers cette étude, il atteste que le cerveau humain est le siège de l'imagination, de la réflexion et de la mémorisation. En disséquant l'œil, il est le premier à deviner que la rétine reçoit la lumière. Averroès observe et décrit les symptômes des malades : il pose un diagnostic sur les diarrhées, la variole et les différentes fièvres (putrides ou intermittentes). Il assure ainsi, à juste titre, que la variole qui touche un patient l'immunise définitivement s'il en guérit. Il note également le caractère héréditaire de certaines pathologies. Il s'intéresse enfin à la psychologie du malade, qui selon le cas est un frein ou une aide à la guérison.

Pour soigner les malades, il préconise une alimentation saine, de l'eau propre et un air pur. Il limite l'emploi des médicaments, qui selon lui sont des organes étrangers que rejettent le foie et les reins. Il affirme ainsi : « *En médecine il y a d'abord la parole, ensuite il y a l'herbe, ensuite le bistouri.* »

Le *Livre de médecine universelle* qui est traduit en latin en 1255 sous l'appellation *Colliget*, est enseigné dans toutes les facultés de médecine d'Europe occidentale du ^{xv}^e au ^{xvii}^e siècles.

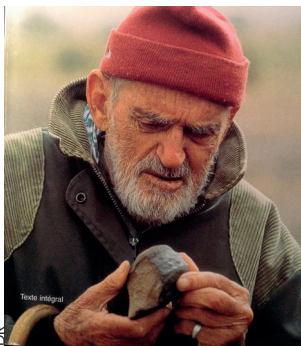
Théodore Monod, l'homme du désert

Théodore Monod est un océanographe et botaniste français qui a parcouru le désert tout au long de sa carrière pour recenser la faune et la flore africaines. Il a écrit de nombreux ouvrages dans lesquels il partage ses découvertes et ses pensées philosophiques.

Un brillant naturaliste

Théodore Monod est né à Rouen en 1902. Ce fils de pasteur se passionne dès son plus jeune âge pour la botanique. En 1922, dans le cadre de ses études scientifiques, il effectue une mission sur la presqu'île du cap Blanc en Mauritanie. Il découvre alors le désert du Sahara. Il participe à une première expédition qui le conduit d'Alger à Dakar. En 1926, après des études en botanique, zoologie et géologie il obtient son doctorat ès sciences. En 1938, il est nommé à la tête de l'Institut français d'Afrique noire de Dakar dont la mission est d'inventorier les divers aspects des cultures africaines. Il fonde également dans cette ville un musée chargé de recherches scientifiques en Afrique de l'Ouest, qui aujourd'hui encore font référence. En juin 1940, alors qu'il est mobilisé pour surveiller le désert à la frontière du Tchad et de la Libye, il découvre une plante inconnue qui porte son nom, *Monodiella*

flexuosa. En 1948, au large de Dakar il participe avec Auguste Piccard aux premiers essais du bathyscaphe. Il devient aussi professeur au Muséum d'histoire naturelle de Paris, fonction qu'il occupera jusqu'en 1973. Théodore Monod est membre de l'Académie des sciences et de l'Outre-mer (1949), de l'Académie de marine (1957) et de l'Académie des sciences (1963). Ces recherches lui valent de nombreuses récompenses internationales dont la médaille Charles P. Daly, le prix de la Société américaine de géographie.



Le fou du désert

En 1922, Théodore Monod découvre le désert mauritanien : « *Le sort avait décidé, le Sahara se refermait sur une proie que soixante ans plus tard, il tient encore prisonnière.* » Désormais, il effectue chaque année une expédition à pied ou à dos de dromadaire. La rigueur de son travail scientifique et l'étendue des contrées qu'il explore lui valent l'estime des hommes du désert

et de ses supérieurs. Il parcourt ainsi de nombreuses parties du Sahara alors inconnues par les Occidentaux. Ainsi, du 11 décembre 1954 au 27 janvier 1955, il réalise un véritable exploit en traversant le désert de la Majâbat al-Koubra, une étendue sableuse dunaire de plus de 900 km, sans point d'eau ni pâturage, située aux confins du Mali et de la Mauritanie. L'explorateur et les Bédouins parcourent à la boussole 1 800 km de désert par étapes de 40 km par jour. Il se nourrit de dattes et de thé sucré et note : « *Le sable est notre ennemi, matière diabolique, je suis fait pour la terre ferme et le sol dur. Contrairement aux idées toutes faites, ce ne sont pas les pensées spirituelles qui dominent ces moments mais le rêve de camembert ou de citronnade glacée.* »

En 1980, il parcourt le désert libyen à la recherche du *verre libyque*, une roche mystérieuse issue de l'impact d'une comète. En 1994, alors qu'il est âgé de plus de 90 ans il mène sa 124^e et dernière expédition. À la veille de sa mort le 22 novembre 2000, il rêvait encore de marcher dans le désert.

Un scientifique méticuleux et curieux

Théodore Monod est un solitaire qui trouve dans les immensités désertiques un lieu de liberté favorisant un mode de vie frugal. Lors des expéditions, il emporte toujours des livres, des couteaux, des bâtons et des loupes de poche. Pour cet incurable curieux, le Sahara n'est pas un désert aride mais un terrain propice à toutes sortes de trouvailles scientifiques. Il observe le sable, les grottes, les animaux les plus minuscules, la moindre pierre ou plante qu'il rencontre. Il collecte ainsi une masse considérable d'informations géologiques, préhistoriques, météorologiques ou botaniques. Sa curiosité naturelle le pousse à ramasser tout ce qui lui est inconnu, du fossile aux excréments d'animaux. Les plantes sont méticuleusement cueillies puis placées dans un herbier. Le soir venu, au bivouac, alors que les autres bavardent, Théodore Monod note et répertorie soigneusement dans son carnet ses observations ou les trouvailles de la journée. Cette rédaction est aussi l'occasion de disserter sur la nature humaine. Ses textes seront publiés dans des revues scientifiques ou des livres dont *Méharées* ou *L'Émeraude des Garamantes*. Ces ouvrages retracent sans fard la vie d'un méhariste et invitent le lecteur à réfléchir sur le monde qui l'entoure.

Il est difficile de résumer la vie scientifique de Théodore Monod en quelques lignes tant elle est riche et diverse. Toutefois, ce géographe laisse à la postérité un immense trésor scientifique, dont un herbier dans lequel figurent de nombreuses plantes qui portent son nom.

La mise en place de l'Air Control en Mésopotamie

À l'issue de la première guerre mondiale, la Grande-Bretagne estime avec l'adoption du « *10-years rule* » qu'elle a devant elle au moins dix années de paix en Europe et que les hypothèses d'emploi de ses forces armées sont limitées au maintien de l'ordre dans son empire colonial qui se retrouve sensiblement agrandi de plusieurs mandats de la Société des nations : Palestine, Mésopotamie, Tanganyika, une partie du Togo et du Cameroun.

La question du maintien de l'ordre en Mésopotamie

La question centrale pour le gouvernement britannique est celle du maintien de l'ordre en Mésopotamie, qui, d'une part, est un territoire immense agité par de nombreux troubles et, d'autre part, occupe une place stratégique dans le système de liaisons entre l'Égypte et les Indes. En 1919, 65 000 hommes y sont stationnés et le coût de l'administration et de l'occupation s'élève à plus de 30 millions de livres. Afin de réduire la charge financière pour la Couronne, l'état-major impérial propose de construire un vaste réseau de chemin de fer, ce qui permettrait de réduire le volume des troupes tout en favorisant leur mobilité. Le gouvernement britannique repousse ces propositions et s'appuie sur un document proposé, en décembre 1919, par l'Air Marshal Hugh Trenchard, chef d'état-major de la RAF, et soutenu par Winston Churchill, ministre de la Guerre, intitulé *Permanent Organization of the Air Force*, qui pose plusieurs hypothèses pour l'avenir de la RAF, dont celle de son emploi pour le maintien de l'ordre dans les colonies pour des coûts bien moindres que ceux proposés par l'état-major impérial.

Alors que se déroulent les discussions au Parlement britannique sur le financement de l'occupation de la Mésopotamie, la Royal Air Force obtient, en 1919-1920, une série de victoires retentissantes contre les tribus Mashuds et Waziris au Waziristan et contre les bandes de Mad Mullah au Somaliland. Mais aucune décision n'est prise lorsque éclate, en juin 1920, une vaste révolte qui embrase la Mésopotamie, nécessitant l'acheminement de renforts militaires et durant jusqu'au mois d'octobre 1920.

Le choix de l'Air Control

Face à l'impossibilité financière pour la Grande-Bretagne de maintenir un tel niveau d'engagement militaire sur la durée et afin de choisir un chef

d'État arabe à la Mésopotamie conformément à l'esprit du mandat de la SDN, une conférence est convoquée au Caire, en mars 1921, par le nouveau ministre des Colonies, Winston Churchill. Le général Haldane qui commande les forces britanniques en Irak et qui a fait face à l'insurrection de 1920, soutenu par l'état-major impérial, s'oppose à la réduction des effectifs militaires. L'Air Marshal Trenchard défend devant la conférence un autre modèle basé sur un emploi combiné des forces aériennes, d'unités blindées et de troupes arabes locales pour maintenir l'ordre. Huit *squadrons* de la RAF doivent être déployés pour couvrir tout le territoire. Outre les quatre compagnies de véhicules blindés de la RAF, chargés de protéger les lignes de communication, les forces terrestres, réduites à 15 000 hommes, doivent avoir pour mission principale de garder les bases aériennes et de maintenir l'ordre dans les grands centres urbains. La conférence du Caire, présidée par Winston Churchill, choisit le modèle proposé par le chef d'état-major de la RAF qui devrait permettre de réduire les dépenses pour la Mésopotamie à 6 millions de livres. Afin de mettre en place cet Air Control, Trenchard a de plus réclamé le commandement en chef des forces en Mésopotamie pour un aviateur. En octobre 1922, il est attribué à l'Air Marshal John Salmond.

Le succès de l'Air Control

L'Air Control ne change pas les méthodes du maintien de l'ordre colonial. Il s'agit toujours d'employer ou de menacer d'employer la force militaire pour contraindre les populations locales à se soumettre à l'autorité coloniale. Mais plutôt que de monter des expéditions par voie terrestre qui nécessitent des jours, parfois des semaines, et des flux logistiques qui doivent être protégés dans des provinces lointaines, la RAF mène des opérations d'intimidation ou des raids de bombardement. Ce mode d'action qui mise sur les nouvelles techniques de l'époque apparaît infiniment plus rapide, moins coûteux en argent et en vies humaines et se montre aussi efficace que les méthodes traditionnelles des forces terrestres. Il sera appliqué d'ailleurs ponctuellement à Aden, en Inde et dans d'autres colonies britanniques. Trenchard propose même, en 1929, que l'Air Control soit étendu au Kenya, à l'Ouganda, au Tanganyika, au Nyasaland et à la frontière nord-ouest de l'Inde.

Le grand stratégiste britannique Liddell Hart comparera l'aviation employée en maintien de l'ordre dans les colonies à une « *brigade impériale de pompiers* » et affirmera que son action se rapproche de « *celle du radium sur le cancer* » car bien souvent une simple démonstration de sa puissance suffit plutôt qu'un emploi effectif de la force.

Les origines de l'archéologie aérienne

Dans les années 1920 au Proche-Orient, l'abbé Antoine Poidebard (1878-1955) effectue les premières découvertes archéologiques par les airs. Ses photographies aériennes permettent de dresser des cartes à l'origine du développement de l'archéologie aérienne.

Capitaine observateur de réserve au sein du 39^e régiment d'aviation à bord des appareils de l'aéronautique militaire puis de l'armée de l'air, Antoine Poidebard exhume des sites archéologiques enfouis au Proche-Orient. Son travail donne naissance à l'archéologie aérienne, qui permet d'effectuer des prospections archéologiques grâce à la photographie à moyenne altitude pour étudier des éléments invisibles depuis le sol.

Les origines de l'archéologie aérienne

Antoine Poidebard est un père jésuite qui a mené des études scientifiques. Sa communauté promeut en effet la science et la modernité, la discipline et l'exigence intellectuelle. La mission évangélisatrice des jésuites intègre la volonté d'aller à la rencontre des peuples et des cultures à travers le monde. Par conséquent, le jeune homme s'engage comme diplomate pour la mission militaire française au Caucase. Pendant le génocide arménien, il aide les blessés et les réfugiés. À bord d'un *Breguet XIV*, il effectue un travail de repérage en vol et prend des photographies qui servent notamment à confectionner des cartes postales pour les œuvres missionnaires. À partir de 1925, alors qu'il effectue des missions de photographie en vol, Antoine Poidebard reconstitue le système défensif du *limes* romain, qui intéresse à l'époque les gouvernements français et anglais, mais aussi les routes caravanières qui traversent le désert jusqu'en Arabie. Il parvient à exhumer une partie du passé antique de la région. Des cartes précises sont établies à la suite de ses découvertes, exploitées par l'aéronautique militaire puis par l'armée de l'air. Commissionné par la Société de géographie de Paris, il survole la région du Proche-Orient pour repérer les points d'eau et les voies de communication. Grâce à la rigueur de sa méthode photographique, il parvient à détecter les sites archéologiques enfouis du désert syrien jusqu'à l'Euphrate, sur 700 km de long et sur une profondeur de 100 à 200 km. « *Aucun doute, dit-il, j'ai maintenant sous les yeux tout le réseau des antiques voies de communication [...]. Grâce à l'aviation,*



DR

allons-nous pouvoir refaire la carte archéologique de cette région de Haute-Mésopotamie ? ». Ses explorations aériennes permettent aussi de découvrir des villes, des forteresses et des routes datant du Néolithique jusqu'au Moyen Âge, dont la magnifique cité de Palmyre en Syrie.

Un méthode exigeante appuyée par l'aviation militaire

Les missions photographiques menées par Antoine Poidebard sont soutenues par les forces aériennes françaises. L'abbé effectue son travail en tant que passager à bord d'un avion biplace militaire conduit par des pilotes aguerris. Il dispose d'un appareil photographique perfectionné qu'il fixe directement sur la carlingue et qui ressemble à un petit robot métallique. Le cartographe a mis en place une méthode rigoureuse. Il a également le souci de l'esthétique. Les vols ont généralement lieu en fin de journée, lorsque la lumière du soleil rase les vestiges pour faire ressortir les reliefs les plus fins. À sa demande, le pilote incline l'avion selon un angle précis pour optimiser la prise de vue. Cette inclinaison crée une sorte de contre-jour qui affine les contrastes sur la photographie. Par ailleurs, il demande au pilote de couper le moteur au moment de la prise de vue pour éviter les vibrations qui pourraient desservir la netteté de la photographie. Les missions de Poidebard conduisent les pilotes de l'armée de l'air à s'entraîner au repérage de cibles fixes plus ou moins camouflées. Entre 1925 et 1935, il effectue plus de 400 heures de reconnaissance à bord d'avions *Breguet XIV* et *Potez 25 TOE*.

Les débuts de l'archéologie aérienne

Antoine Poidebard étend ensuite son art au milieu marin afin de repérer des vestiges oubliés. Il a même collaboré avec le commandant Cousteau. Grâce à ses 250 missions de reconnaissance aérienne, il a apporté des informations inestimables aux armées françaises lorsqu'elles occupaient la Syrie au libre mandat de la Société des nations (SDN) entre 1923 et 1943. Après la seconde guerre mondiale, ce sont les Britanniques qui institutionnalisent les premiers cette discipline, reprise par les Français dans les années 1960. L'archéologie aérienne prend de l'ampleur à partir de 1977 à la suite d'un séminaire sur le sujet organisé à Paris par l'historien et archéologue Raymond Chevallier.

Les découvertes d'Antoine Poidebard ont même inspiré Hergé pour les aventures de Tintin avec la bande dessinée *Le Trésor de Rackham le Rouge*. Grâce à son travail de cartographie, il a permis le développement de l'archéologie aérienne moderne.

Le Groupe réservé de Bombardement 1 (GRB 1) à Koufra

En Grande-Bretagne, en août 1940 et en prévision de l'attaque de Dakar, les Britanniques aident les FAFL à former le Groupe de combat n° 1 (GC 1), baptisé *Jam* ou *Menace*, et une escadrille, *Topic*.

Blenheim sur Ounianga

Le GC 1 est créé sur la base d'Odiham et comprend 4 escadrilles dont une de bombardement avec 6 Bristol *Blenheim* (capitaines Goumin puis Lager), alors que l'escadrille *Topic* aligne 8 *Blenheim* (capitaine Astier de Villate). Le 1^{er} novembre 1940, *Topic* arrive à Takoradi et, le 24 décembre 1940, *Topic* et l'escadrille de bombardement du GC 1 donnent naissance au Groupe réservé de bombardement n° 1 ou GRB 1 commandé par le commandant de Marmier puis par Astier de Villate. Le 28 décembre 1940, 2 *Blenheim* du GRB 1 s'installent sur le terrain d'Ounianga-Kebir, à 1 000 km au nord-est de Fort-Lamy, et le colonel Leclerc ordonne une reconnaissance sur Koufra pour le 31 décembre 1940. Le 30 décembre, comme la visibilité est inférieure à 2 km, Jean de Pange, qui est navigateur, explique à Leclerc que trouver Koufra dans ces conditions relève du hasard. Mais le futur chef de la 2^e DB n'aime pas que



les éléments ou les hommes lui résistent et il quitte les aviateurs sur ces mots : « *Puisque l'aviation ne peut faire son travail, je me passerai d'elle.* »⁽¹⁾ Le lendemain, l'équipage Lager-de Pange-Dispot part cependant et réussit à trouver Koufra et à photographier

le fortin mais, le même jour, l'équipage Stadieu-Meurant-Privé se perd dans le désert et il est capturé par les Italiens. Koufra, qui est à 800 km de la Méditerranée, 900 km du Nil et 700 km d'Ounianga-Kébir, est un objectif redoutable, car les aviateurs ne disposent que de quelques cartes au 1/1 000 000 et d'un vague croquis, et ils ne sont équipés ni de gonio, ni de radiophare.

1^{re} et 2^e missions de bombardement sur Koufra

Le 30 janvier 1941, Leclerc ordonne de bombarder le terrain d'aviation de Koufra et, le 2 février, la mission est menée à bien et les *Blenheim* rentrent à Ounianga intacts.

Peu après, Leclerc demande une liaison avec le puits de Sarra, perdu dans le désert, à 320 km entre Ounianga et Koufra et, le 3 février 1941, Thuisy et Labas partent sur un *Lysander* et un vieux *Potez* 29 sanitaire, mais ne

trouvent le puits que le lendemain et sont accueillis par un Leclerc furieux de leur retard : « *Les aviateurs sont tous des fumistes.* »⁽²⁾ Un certain malaise s'installe alors dans les relations entre le futur maréchal de France et les aviateurs du GRB 1⁽³⁾.

Le 4 février, Leclerc demande une 2^e mission de bombardement sur le terrain de Koufra. L'équipage de l'adjudant-chef Grasset (Pétain, Duval) revient rapidement avec un moteur en surchauffe ; celui du lieutenant de Saint-Péreuse (Barberon, Lagatut) se pose dans le désert à la suite d'une panne de moteur ; le *Blenheim* du sous-lieutenant Hirlemann (Becquart, Coguen) s'est posé à 120 km au nord-est d'Ounianga ; et celui du sous-lieutenant Claron (Le Calvez, Devin) envoie un dernier message : « *Sommes perdus* », et puis plus rien – le *Blenheim* immatriculé T1867 n'est retrouvé que le 29 mars 1959, par une patrouille de goumiers, à 250 km au sud-est d'Ounianga, avec, à ses côtés, les squelettes de son équipage⁽⁴⁾.

3^e mission de bombardement sur Koufra

Le 10 février 1941, a lieu la 3^e et dernière mission de bombardement de Koufra, sur le fort d'El-Tadj. Six *Blenheim* sont engagés mais aucune des bombes ne tombe dans l'enceinte du fort. « *Leclerc ne connaît rien en aviation, écrit Jean de Pange, et c'est une grosse erreur de sa part de nous avoir demandé de bombarder le fort d'El-Tadj. Le Blenheim est un avion de bombardement en vol horizontal et non pas un avion de bombardement en piqué comme le Stuka.* »⁽⁵⁾

Lorsque Koufra capitule le 1^{er} mars 1941, le GRB 1 ne dispose plus ni de carburant, ni de munitions. Les *Blenheim* ont beaucoup souffert du désert et quatre appareils sont perdus ainsi que trois équipages – ceux de Jacob, Stadieu et Claron.

Les pilotes tirent néanmoins des opérations sur Koufra nombre de leçons reprises par le groupe de bombardement *Bretagne* dans ses campagnes du Fezzan et de Tripolitaine et par le GRB 1 devenu *Lorraine*, en Abyssinie et en Libye.

1. Jean de PANGE, *Nous en avons tant vu... 1940-1945. De Koufra au Normandie-Niemen*, (Préface de Pierre Messmer), Bar-le-Duc, 1990, éditions Serpenoise, p. 155.
2. François BROCHE, *Les bombardiers de la France libre "Groupe Lorraine"*, Paris, 1979, Presses de la Cité, p. 43.
3. Jean de PANGE, *op. cit.*, p. 166.
4. Général SILVESTRE de SACY, "La fin de l'équipage du 'Blenheim' du GRB 1" in *Icare*, n° 166, *Les FAFL (tome 7) : 1940-1945 le Groupe Lorraine et le GRB 1*, 1998/3.
5. Jean de PANGE, *op. cit.*, p. 174.

Hélicoptères d'assaut et troupes aéroportées en Algérie

Pendant la guerre d'Algérie, l'hélicoptère joue un rôle de tout premier plan dans la lutte antiguérilla notamment avec la création et l'emploi des Détachements d'intervention héliportée (DIH) qui permettent de prendre l'avantage dans la manœuvre tactique⁽¹⁾ en acheminant des troupes directement sur la zone de combat et, au besoin, de servir de plate-forme d'appui-feu à ces troupes.

Le Groupement d'hélicoptères n° 2 (GH2)

C'est à la fin de la guerre d'Indochine que naît l'idée de créer des unités d'hélicoptères chargés et qu'un Groupement des formations d'hélicoptères (GFH) de l'armée de terre est formé en 1954. Celui-ci est créé trop tard pour être employé en Indochine dans des missions de transport de troupes et il est rapatrié en mai 1955 à Aïn-Arnâb près de Sétif, où il devient le Groupement d'hélicoptères n° 2 (GH2) aux ordres du chef de bataillon Marceau Crespin. Les deux autres armées possèdent elles aussi leurs unités d'hélicoptères : l'armée de l'air avec deux escadrilles d'hélicoptères à Oran et à Boufarik, les EH2 et EH3 ; et la marine, avec trois flottilles de l'Aéronavale : la 31F à Sidi-Bel-Abbès, les 32F et 33F à Lartigue. Toutes sont très vite engagées dans des missions de lutte antiguérilla, mais c'est le GH2 qui réalise les premiers héliportages d'assaut dès 1955 puis en armant ses appareils.

Les Détachements d'intervention héliportée (DIH)

En mai 1955 en effet, le GH2 reçoit une dizaine d'hélicoptères *H-19* et, le 4 mai, deux *H-19* héliportent pour la première fois une unité du 3^e BEP dans le djebel Chelia dans les Aurès. En juin 1955, le GH2 prend encore en compte des Vertol *H-21C* (« bananes volantes »). Et, en juillet 1957, le GH2 est restructuré en cinq Détachements d'Intervention Héliportée (DIH) qui interviennent dans le Constantinois et le Sud-Algérois. Parallèlement, l'armée de l'air se dote elle aussi en 1956 d'une aviation légère alignant des Sikorsky *H-34* pour héliporter les cinq commandos d'assaut du Groupement de commandos parachutistes de l'air (GCPA) spécialisés dans la lutte antiguérilla⁽²⁾.

Et, lorsque les unités de combattants algériens se structurent en *katibas* en 1958, l'armée française possède un outil parfaitement adapté à l'héliportage rapide de troupes d'intervention, *H-21C* et *H-34* pouvant projeter 10 à 15 soldats d'infanterie légère avec armement et équipement, directement sur la zone rebelle, en progressant à très basse altitude pour éviter d'être repérés et



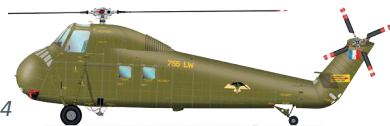
DR

en bénéficiant ainsi de l'effet de surprise, soit pour prendre d'assaut une *katiba*, soit pour dégager des troupes françaises accrochées. Un pas est franchi quand des hélicoptères sont armés, comme les Sikorsky H-34 *Pirate* avec leur canon de 20 mm en sabord, déta-

chés par l'armée de l'air dans les DIH en 1960.

Troupes aéroportées et commandos de chasse

Cependant, l'autre élément clé de la manœuvre tactique intégrée efficace dans la lutte antiguérilla qui fait de l'hélicoptère non pas un simple moyen de transport, mais un engin d'assaut, c'est bien la troupe aéroportée, généralement des parachutistes et des commandos, des troupes très entraînées, pugnaces et très mobiles. Lors des opérations menées dans le cadre du plan Challe en Kabylie et dans les Aurès, les DIH montrent toute leur efficacité : « (ils) s'avèrent une réponse parfaitement adaptée au problème crucial posé par la lutte antiguérilla : la recherche permanente d'équilibre entre espace des opérations et volume des forces engagées. Souples, rapides, fondés sur la liberté d'action et la grande initiative des hommes qui les mettent en œuvre, les DIH ont eu un rôle déterminant dans la lutte contre la guérilla en Algérie⁽³⁾. » Le concept est encore affiné par la suite avec la création le 22 décembre 1958 de commandos de chasse de 100 à 150 hommes, souvent des harkis, commandés par un capitaine ou un lieutenant, qui peuvent être déposés par « petits paquets » sur les itinéraires d'infiltration ou de repli des *katibas*. Ces commandos vivent comme les *fellaghas*, sur leur propre terrain, sont surnommés les « têtes chercheuses »⁽⁴⁾ du général Challe, et ont pour mission de traquer les unités de l'ALN, de les « marquer » et de transmettre l'information aux grandes unités de choc.



Hélicoptère H-34

1. Voir Frédéric Bos, « Les détachements d'intervention héliportés dans la guerre irrégulière » in *Stratégie* 2009/1-2-3-4 (n° 93-94-95-96), p. 445 à 459.

2. Voir Patrick FACON, « L'adaptation de l'armée de l'air à la guerre d'Algérie : la lutte antiguérilla », colloque Air-1987 *Histoire de la guerre aérienne*, Paris, ENSTA, septembre 1987. Actes : *Histoire de la guerre aérienne*, Vincennes, SHAA, 455 pages, p. 328 à 344.

3. Idem.

4. Pierre Cerutti et Jean-Christophe Damaisin d'Arès, *Les commandos de chasse - Embuscades en Algérie*, 2017, Jean-Pierre Otelli Éditeur, 175 pages.

La guerre du Kippour : l'aviation sauve Israël

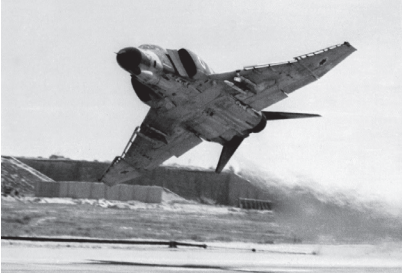
Le 6 octobre 1973, une attaque aérienne combinée de l'Égypte et de la Syrie sur Israël marque le début de la guerre du Kippour. Les Israéliens, surpris par cette attaque, réussissent cependant à repousser l'offensive.

Six ans après leur cinglante défaite de la guerre des Six Jours en juin 1967, les Égyptiens et les Syriens, avides de prendre leur revanche, partent à l'attaque des positions israéliennes établies sur la ligne Bar-Lev, le long du canal de Suez et sur le plateau du Golan. Le moment est parfaitement choisi sur les plans stratégique et psychologique puisque les Israéliens s'apprêtent à célébrer la fête juive de Yom Kippour, *le Grand Pardon*. Au matin du 6 octobre 1973, des avions égyptiens attaquent des positions israéliennes stationnées dans le Sinaï et l'armée égyptienne franchit le canal de Suez. Au même moment, trois divisions blindées syriennes attaquent le plateau du Golan.

En Israël, la surprise est totale et la peur gagne les dirigeants. En effet, le ministre de la Défense Moshé Dayan et le Premier ministre Golda Meir ne croyaient pas les États arabes capables de mener une attaque d'envergure malgré les renseignements collectés sur l'imminence de l'offensive.

Un rapport de forces inégal

Avec plus de 1 100 avions de combat du côté arabe et 385 dans le camp israélien, le rapport de forces est très inégal. Cependant, la *Heyl Ha'Avir*, la force aérienne de l'État hébreu, commandée par le général Peled, se fondant sur l'extraordinaire succès qu'elle a remporté lors du conflit précédent, pèche par excès de confiance. Les pilotes se lancent donc dans la bataille, convaincus de pouvoir venir à bout de leurs ennemis en quelques heures, au pire en quelques jours. Néanmoins, une mauvaise surprise les attend, sous la forme des missiles sol-air (SAM) de fabrication soviétique mis en œuvre par les Égyptiens et les Syriens. Dans les premières heures du conflit, ces missiles infligent des pertes importantes aux avions israéliens. Ainsi, dans le Golan 6 *Phantom* et 6 *Skyhawk* israéliens sur les 60 engagés sont abattus. Les pilotes syriens contestent aussi la maîtrise du ciel et contraignent la *Heyl Ha'Avir* à reconsidérer ses règles d'engagement tactique. Sous la pression des circonstances, en des moments très difficiles, les aviateurs israéliens découvrent la nécessité de perfectionner leurs procédés de guerre électronique, qu'ils ne maîtrisent pas forcément au mieux, pour se préserver de la menace des SAM.



Une victoire laborieuse d'Israël

Mais Israël possède plusieurs atouts dont l'avion de combat français *Mirage III* qui remporte la majorité des 277 victoires aériennes revendiquées. En outre, contrairement aux aviateurs

arabes, les Israéliens mènent de nombreuses missions de reconnaissance avec des *RF-4 Phantom*, ce qui leur permet d'anticiper sur les mouvements des troupes adverses. Enfin, l'opération *Nickel Grass*, un pont aérien entre les États-Unis et Israël, vient approvisionner en avions, en pièces de rechanges et en équipements les forces aériennes israéliennes et ainsi compenser les lourdes pertes face aux batteries anti-aériennes SAM.

L'armée de l'air israélienne reprend progressivement le dessus grâce à l'expérience de ses pilotes, preuve de l'importance du facteur humain dans un contexte de supériorité numérique adverse, et à la qualité de ses matériels (*Mirage* et *Phantom II*).

Le bilan de la guerre

Lors de cette guerre les Israéliens utilisent pour la première fois des drones *Teledyne Ryan-124 Firebee* pour des missions de reconnaissance ou de surveillance. Après les échecs des premiers jours ils redécouvrent l'intérêt de mieux combiner l'emploi de leurs chars et de leurs avions afin de conférer une bien plus grande efficacité à la bataille aéroterrestre.

Pour la perte de 114 avions et de 6 hélicoptères, ils ont détruit 392 avions et 55 hélicoptères égyptiens et syriens. Les enseignements de ce conflit seront d'une précieuse utilité lorsque se produira un autre choc, cette fois entre Israël et la Syrie, quelques années plus tard, en juin 1982, au-dessus du Liban avec notamment l'utilisation de drones.

Les pays de l'OTAN, qui observent cette guerre opposant directement des matériels d'origine soviétique avec les standards occidentaux, décident de développer l'appui aérien rapproché et de renforcer le renseignement aérien et spatial.

À l'instar de la bataille d'Angleterre, la guerre du Kippour démontre qu'une armée en infériorité numérique (1 contre 3) peut vaincre grâce à la volonté de ses pilotes et à un matériel performant. Enfin, ce conflit marque une révolution stratégique en consacrant le rôle des batteries de missiles sol-air qui contestent la suprématie du vecteur aérien. Il constitue enfin un choc psychologique pour la société israélienne qui découvre que son armée réputée invincible est désormais vulnérable.

La force aérienne sud-africaine et le programme *Atlas Cheetah*

La force aérienne sud-africaine, créée en 1920, devient indépendante en 1951. Dans les années 1960-1970, l'Afrique du Sud achète des *Mirage F1* et des *Mirage III* à la France. En 1986, le pays modernise ses *Mirage III* avec le programme *Atlas Cheetah* pour renouveler sa flotte face à l'interdiction d'importer des armes, imposée par l'ONU.

Histoire de l'armée de l'air sud-africaine

En 1912, le *South African Aviation Corps* est créé. Des pilotes sont formés au sein de l'école de l'air localisée à Kimberley. Pendant la première guerre mondiale, quelques pilotes sud-africains rejoignent le *Royal Flying Corps* britannique. L'Afrique du Sud est en effet un ancien territoire de l'Empire britannique (1806-1907). Le 1^{er} février 1920, la *South African Air Force* (SAAF) est créée. Pendant la seconde guerre mondiale, elle permet aux Alliés, en coopération avec la *Royal Air Force* (RAF) – l'Afrique du Sud est membre du *Commonwealth* depuis 1926 – d'obtenir la supériorité aérienne sur les forces de l'Axe en Afrique du Sud. Après la guerre, en 1948, toujours en lien avec la RAF, les forces aériennes sud-africaines participent au pont aérien de Berlin. Le *2nd Squadron, The Flying Cheetah* intervient durant la guerre de Corée au sein de la coalition de l'ONU. Parallèlement, en 1951 la SAAF devient une armée indépendante. Elle est restructurée dix ans plus tard lorsque le pays devient une république. L'Afrique du Sud reçoit ses premiers *Mirage III* français à la fin de l'année 1962. Entre 1966 et 1989, la SAAF participe à la guerre des frontières en Namibie (anciennement le Sud-Ouest africain) et en Angola. En 1974, elle se dote d'appareils *Mirage F1* français. En 1977, avec l'embargo sur les armes imposées par l'ONU à cause de la politique nationale d'*Apartheid*, le gouvernement sud-africain demande à la société locale *Atlas Aircraft Corporation* (AAC), située près de Johannesburg, de moderniser ses *Mirage III*. Il est question d'assurer la défense du pays en imposant la supériorité aérienne sur les *MiG-23* durant la campagne d'Angola (1987-88). En 1994, l'embargo est levé avec les premières élections nationales libres et la victoire de Nelson Mandela. La SAAF est complètement réorganisée.



DR

Le programme *Atlas Cheetah*

La modernisation du *Mirage III* par la société Atlas donne naissance en 1986 à l'appareil *Cheetah*, « guépard » en anglais. La structure de l'avion est totalement rénovée avec un allongement du nez, l'ajout de surfaces canard (planes et portantes) et diverses améliorations aérodynamiques. L'avion de combat dispose de nouveaux équipements avioniques avec un radar air-air et un radar air-sol, d'un détecteur de menace, d'un armement modernisé et d'une perche de ravitaillement en vol. Proche du *IAI Kfir* israélien, il dispose par rapport au *Mirage III* d'une plus grande manœuvrabilité, de meilleures performances et d'une capacité d'emport de charge offensive plus importante. Sa capacité supersonique lui permet de voler à plus de mach 2. La plupart des appareils modernisés ont conservé le réacteur *Atar 9C* d'origine. Cette modernisation permet de prolonger la durée de vie des *Mirage III* de 10 à 15 ans. À la même époque, l'Afrique du Sud se dote de son premier hélicoptère de fabrication entièrement nationale, l'*Alpha XH1*. Le premier vol du *Cheetah* se déroule en juillet 1986 à bord d'un prototype monoplace. Les premiers appareils entrent en service à partir de 1987 jusque dans les années 1990. Les *Cheetah DZ* intègrent d'abord la *SAAF* pour l'entraînement des pilotes. Différentes versions sont ensuite développées dont les *Cheetah C* monoplaces et les *Cheetah D* biplaces. Les appareils sont intégrés au sein du *2nd Squadron* de la *SAAF*. En 1992, la version *Cheetah ACW* (*Advanced Combat Wing*) est développée pour ses performances à basse vitesse. En 2008, les derniers *Cheetah* sont retirés du service après environ 500 heures de vol en moyenne par avion de combat. Ils sont remplacés par le *JAS 39 Gripen*, un avion polyvalent de 4^e génération développé par la Suède dans les années 1980. Les *Cheetah* détenus par la société sud-africaine *Denel Aero-nautics*, qui a racheté *AAC* en 1992, sont vendus à l'Équateur en 2010 avec un service de maintenance, puis en 2017 à l'entreprise américaine *Draken International* qui les modernise pour en faire des appareils d'entraînement au profit des armées américaines.

Le *Mirage III* devenu *Atlas Cheetah* a connu, grâce à sa modernisation, une vaste expérience sur plusieurs décennies. La coopération militaire de l'Afrique du Sud avec les autres pays africains est particulièrement active actuellement, par exemple au profit de la formation des forces spéciales et des parachutistes namibiens. L'armée de l'air sud-africaine coopère aussi avec la Chine pour la formation de pilotes.

Adjudant Fanny Boyer
rédactrice au CERPA

Le comité pédagogique

sous le patronage du général d'armée aérienne Philippe Lavigne,
chef d'état-major de l'armée de l'air

Général de brigade aérienne Guillaume Letalenet,
directeur du Centre études, rayonnement et partenariats de l'armée de l'air.

Jean-Marc Albert, *professeur d'histoire de première supérieure.*

Amélie Blanckaert, *présidente de Coup de plume.*

Jean-Yves Daniel, *inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale.*

Colonel Xavier Dibon, *commandant du Centre d'enseignement militaire supérieur air.*

Christophe de Dreuille, *directeur de programmes, Airbus Défense and Space.*

Denise Flouzat, *recteur d'académie hooraire, professeur émérite des Universités
et ancien membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France.*

Odile Fuchs-Taugourdeau, *magistrate et présidente de chambre à la cour administrative de Paris.*

Patrick-Louis Hubert, *juge à la Cour d'arbitrage international.*

Michèle Jouve, *auteur, professeur de sociologie et sémiologie.*

Lieutenant-colonel Jérôme de Lespinois, *membre de l'Académie de l'air et de l'espace.*

Patrick Meneghetti, *avocat.*

Emmanuel Nal, *maître de conférences en philosophie à l'université de Mulhouse.*

François Pernot, *professeur d'histoire moderne à l'université de Cergy-Pontoise.*

Claude Ribbe, *écrivain.*

Hélène Sirven, *maître de conférences en architecture et arts appliqués à l'université Panthéon-Sorbonne.*

Gérard Teboul, *professeur de droit public à l'université Paris XII.*

Jean-Louis Tertian, *contrôleur général économique et financier.*

Hervé Théry, *professeur agrégé de géographie et spécialiste du Brésil.*

Michèle Thonnet, *directrice des programmes santé en ligne européens et internationaux,
ministère des Affaires sociales et de la Santé.*

Marie-Catherine Villatoux, *docteur et agrégée en histoire, enseignant-chercheur
au Centre de recherche de l'armée de l'air (CReA).*

Igor Yakoubovitch, *professeur agrégé de lettres classiques, docteur en langues et littératures
anciennes, membre des jeunes de l'IHEDN.*